

## La Politique coloniale française et les Ahl Shaykh Ma al-cAynin. Jihad et resistances tribales

Pierre Bonte<sup>[\*]</sup>

### **Resumen**

El destino de Ahl Shaykh Mâ al-cAynîn está conectado a la resistencia contra la colonización europea en el Sahara y Marruecos. La literatura colonial francesa ha concebido la lucha del Sheij como consecuencia de un panislamismo activista. El contexto tribal regional lleva al Sheij a oponerse a la colonización francesa en Mauritania y Marruecos cuestionándose la legitimidad dinástica alawi. El desarrollo de la yihad concluyó con el nombramiento del sultán de Marruecos. Se subraya las contradicciones de un proyecto político basado en el guerrero tlamid del Sheij y las movilizaciones tribales contra el orden colonial.

**Palabras clave:** Colonización, tribu, hermandad, tlamid, jihad.

### **Abstract**

The fate of the Ahl Shaykh Mâ al-cAynîn is connected to the resistance against the European colonization in Sahara and Morocco. The french colonial literature has conceived the Shaykh's fight as a consequence of an activistic panislamism. As a matter of fact it is located in a tribal regional context leading the Shaykh to be opposed to the French colonization in Mauritania and Morocco and to question finally the calawi dynastic legitimacy. The development of the jihad concluded in the name of the Moroccan Sultan underlines the contradictions of a political project depending on the warrior tlamid of the Shaykh and tribal mobilizations against the colonial order. The check of the jihad reduces the family's part in the organization of the resistance; after 1920 this part becomes a secondary one.

**Keywords:** Colonization, tribe, brotherhood, tlamid, jihad.

Il est peu de dire que Shaykh Mâ al-cAynîn et ses descendants ont exercé une véritable fascination sur l'administration coloniale française, celle de la Mauritanie en particulier. Il suffit au chercheur pour s'en rendre compte d'avoir eu à feuilleter et étudier les centaines, ou plutôt les milliers de pages d'archives consacrées à la famille et à son fondateur. Cette fascination touche parfois à l'obsession quand il se voit soupçonné d'un vaste plan de subversion panislamique en liaison avec l'empire ottoman, ou plus simplement se voit attribuer l'origine du moindre amajbûr venu harceler les troupes françaises ou piller les tribus soumises au colonisateur.

J'essaierai dans cet article, fondé pour une part sur le dépouillement de ces documents d'archives, pour une autre part sur des enquêtes de terrain en Mauritanie, de porter un regard plus mesuré sur les relations entre l'administration coloniale de la Mauritanie et de l'AOF et l'illustre famille. L'affrontement entre les deux partis relève d'un ensemble de causes complexes et en partie conjoncturelles parmi lesquelles j'essaierai d'introduire un peu d'ordre.

# Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et l'administration coloniale française. Les raisons d'un conflit

C'est au début des années 1880 que Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn s'installe véritablement dans la région de la Saqiya al-Hamrâ, c'est-à-dire dans la zone qui, deux décennies plus tard va être placée sous administration espagnole par les traités coloniaux. Paradoxalement ce n'est pas avec cette administration espagnole que le Shaykh et ses partisans entretiendront les relations conflictuelles que je viens d'évoquer. Pour comprendre les raisons de ce paradoxe les raisons du choix de son installation dans cette région demandent à être éclaircies.

La famille de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn vient de l'autre extrémité du monde *bidân*, de la région des Hodh, riche zone pastorale, au contact immédiat des sociétés soudanaises<sup>[1]</sup>. C'est au retour du pèlerinage, en 1858, que Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn visite d'abord ces régions septentrionales du *trab al-bidân*, et s'installe un temps à Tindouf où il est accueilli par les savants tajakânt. Jusqu'à la mort de son père, occasion d'un ultime voyage dans les Hodh, il voyage dans toutes ces régions, séjournant en Adrar, à Chinguetti, avant de s'installer une première fois dans la Saqiya al-Hamrâ en 1873, puis définitivement en y construisant de premières habitations. Ces séjours de plus en plus prolongés sont l'occasion de développer une politique d'alliances tribales fondée sur son prestige religieux – émaillé de nombreux miracles et s'appuyant sur ses savoirs –, sur des mariages dans les tribus du nord et sur les capacités d'arbitrage qu'il révèle en plusieurs occasions. Sa notabilité ira croissante durant ces dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle et il s'impose progressivement comme la principale figure politique d'une région, la Saqiya al-Hamra, stratégiquement importante dans le dispositif tribal ouest-saharien.

Berceau du peuplement de l'ouest-saharien<sup>[2]</sup>, la Saqiya al-Hamrâ est à nouveau le point de départ de mouvements de migration pastorale vers le sud, qui sont le fait plus particulièrement des Rgaybât<sup>[3]</sup>. Ils contribueront à faire de cette région un pôle de la résistance à la colonisation. Les activités commerciales caravanières se sont de même développées entre le Maroc, le Sahara et le Soudan au XIX<sup>e</sup> siècle. De grandes « maisons » tribales ont investi dans ce commerce, les Ahl Bayrûk de Goulimine, la maison d'Iligh au Tazerwalt, et des commerçants du nord se sont implantés au Sahara, les Tekna et les Awlâd Bûsba<sup>c</sup>, où ils ont contribué à la diffusion de nouvelles pratiques commerciales<sup>[4]</sup>. L'importante tribu commerçante des Tajakanât a réinvesti pour sa part le *qsar* de Tindouf.

Cette dynamique pastorale et commerciale a sans nul doute contribué à retenir l'attention du Shaykh. D'autres figures religieuses avaient auparavant caressé le même projet. Si l'implantation dans l'Adrar de son cousin, Shaykh Muhammed Fadhîl uld al-<sup>c</sup>Abaydi (1825-1901), qui fut le premier à introduire et à diffuser la *fadhîliyya* en Adrar, ne s'oriente que secondairement vers le nord, il n'en est pas de même de la tentative du Kunta Shaykh Sîdi M'hammed al-Kuntî qui remonte aux années 1850<sup>[5]</sup>. Elle est brisée brutalement par la mort du Shaykh, qui s'était installé dans la région de Bîr Umm Grayn, en 1865, à la suite d'un conflit qui l'oppose aux Awlâd Bûsba<sup>c</sup> et aux Rgaybât. La mort du shaykh kunti, que Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn avait sans doute eu l'occasion de rencontrer à son retour des Hodh, au début des années 1860, laisse le champ libre à ses propres ambitions. Il donne un nouvel

horizon à son projet, prenant une certaine distance vis-à-vis du monde tribal dans lequel il s'inscrit, en cherchant une légitimité et un appui du côté du *makhzen* marocain.

Les premiers contacts de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn avec le *makhzen* remontent à 1858 quand il rencontre le sultan Mawlay <sup>c</sup>Abd ar-Rahmân (1822-1859) à l'occasion de son premier voyage à La Mecque. Le contenu politique de cette rencontre, s'il y en eut un, n'est pas connu mais dut rester faible. Il en est de même de la rencontre avec Mawlay Muhammed (1859-1873) qui a lieu l'année du décès du Sultan. Les rencontres se multiplient par contre, après une première visite en 1877, avec le Sultan Mawlay Hassân (1873-1894) qui tente de reprendre la main sur un pays en mauvaise situation financière et économique, en particulier sur les régions du sud, zone de *sayba* qui avait échappé à son autorité dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce Sultan conduira plusieurs expéditions militaires à cette fin. L'intérêt de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn à ce rapprochement est de se distancier du monde tribal environnant et d'asseoir sa légitimité et son influence en se rapprochant du « commandeur des Croyants ».

Ce rapprochement entre le Shaykh et le *makhzen* connaît de nouveaux développements sous le règne du jeune Sultan <sup>c</sup>Abd al-<sup>c</sup>Aziz (1894-1908) auquel Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynin rend une visite qui se révèle triomphale, en 1897, suivie de nombreuses autres rencontres qui renforcent les positions religieuses et politiques du Shaykh dans le royaume. Le Sultan, qui aurait peut-être adhéré à la *fadhiliyya*, facilite la diffusion de cette voie au Maroc en encourageant la constitution de *zâwiyya* à Marrakech, Fès et Salé. Politiquement, Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn va se révéler progressivement être une pièce maîtresse de la lutte contre la colonisation et pour préserver l'indépendance du royaume. Il finira, sous le Sultan Mawlay al-Hafid (1908-1912), en 1910, par revendiquer le pouvoir à son profit, levant une armée parmi les populations du Haut-Atlas, de l'Anti-Atlas, de l'oued Noun et de la Saqiya al-Hamrâ et marchant sur Fès pour repousser les troupes françaises<sup>[6]</sup>.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle la menace française se manifeste aussi aux confins méridionaux de l'Ouest-saharien. Les tenants du « parti colonial » ont imposé l'idée d'une conquête de l'immense hinterland qui sépare les possessions françaises du Sénégal et du Soudan de celles d'Algérie. En Afrique du Nord, l'Algérie est déjà colonisée depuis plus d'un demi-siècle et les visées françaises sur le Maroc se précisent, dans un contexte de forte compétition internationale. Décidée à la suite du rapport rédigé en 1899 par Xavier Coppolani, la conquête militaire de la rive droite du fleuve Sénégal est engagée en 1902 avec l'occupation du Trarza, suivie de celle du Brakna. Le Tagant est occupé en 1905 par une expédition qui se propose de gagner ensuite l'Adrar, mais Coppolani est tué à Tijikja (12 mars 1905) et le projet de conquête de l'Adrar devra être reporté. Entre temps la résistance s'est organisée et développée, et les forces coloniales françaises, contrôlant l'Adrar en 1909, sont au contact direct des tribus de la Saqiya al-Hamrâ et du Nord de l'Ouest-saharien.

L'éventualité de revendications marocaines sur le Sahara occidental pouvait constituer, dans ce contexte, une menace directe sur les positions françaises plus au sud. Le commandant Frèrejean s'en fait l'écho à cette époque :

"L'anarchie qui régnait sur toute la rive droite du Sénégal, sur tout le pays maure, et jusqu'aux portes de Saint-Louis devenait d'un mauvais exemple pour les populations de la rive gauche; elle achevait de ruiner le commerce déjà compromis de nos traitants. D'ailleurs, d'autres considérations de politique générale extérieure interviennent. Nous avons déjà

signalé le désir des sultans du Maroc de placer sous leur autorité les lointaines populations maures du sud. Et justement, en 1900, on apprend qu'un Smacid de l'Adrar, Sidi Ahmed ould Abderrahman, vient de se rendre auprès de Ma al Aïnin pour le supplier de demander au Sultan Moulaï Abdelaziz un djich pour occuper l'Adrar, où les marabouts sont trop exploités par les guerriers. Avoir ainsi à nos portes le Maroc hostile, avec les complications européennes résultant de l'action secrète s'exerçant derrière le Sultan<sup>[7]</sup>, il fallait éviter cela! Il fallait éviter, à défaut de la nôtre dont on désespérait, une intervention étrangère sollicitée par les marabouts"<sup>[8]</sup>.

Quel que soit le bien-fondé des craintes qui s'expriment alors<sup>[9]</sup>, elles poussent à une occupation française de l'Ouest-saharien. Cette logique s'impose d'autant plus aux partisans du « parti colonial » que le Soudan français (Mali actuel) est occupé depuis plus de dix ans déjà et qu'une partie des tribus maures de l'est accepte une certaine suzeraineté française<sup>[10]</sup>.

Avant même que ne s'ouvre un front marocain des luttes anticoloniales, que les Ahi Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynin animeront jusqu'en 1912, date de l'établissement du Protectorat sur le Maroc, et même ensuite, s'ouvre ainsi, si l'on se place du point de vue des tribus de la Saqiya al-Hamrâ, un second front où s'associent immédiatement les préoccupations marocaines de la famille et le rôle religieux et politique qu'elle joue dans les régions sahariennes.

Dès le départ de leurs entreprises, la réputation de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn était connue des Français et contribuait à la construction de son image dans les textes coloniaux. Un témoignage direct de l'influence spirituelle et intellectuelle du Shaykh nous est offert à travers le témoignage de l'explorateur Camille Douls qui, fait prisonnier en 1888, fut conduit devant le Shaykh qui le relâcha par la suite. Douls fut impressionné par la vigueur physique et l'allure imposante de celui qui le retenait alors. Il note que grâce à ses miracles, à ses nombreux mariages et à son extraordinaire savoir, il avait acquis un « pouvoir semi-divin » sur les Sahariens. Il cumulait les rôles de médecin, de professeur, d'arbitre et de vengeur par le feu.

Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn va être considéré très vite comme étant animé par le projet de constitution d'une communauté panislamique tel qu'il l'aurait exposé dans plusieurs de ses livres et tel qu'il inspirerait l'esprit de la *fadhîliyya* en général. Ce projet serait exposé dans son ouvrage *Ifâdat al-râwi fi annî mukhâwi* qui préconise un rapprochement de tous les musulmans, du point de vue théologique et politique, au sein et à l'extérieur des confréries soufies. C'est, pensent militaires et administrateurs coloniaux, ce même projet qui aurait inspiré ses entreprises politiques ultérieures et entraîné sa résistance acharnée à la colonisation française. Cette lecture, qui relève aussi de la « paranoïa panislamique » que dénonce Adriana Piga<sup>[11]</sup> appelle quelques nuances, ne serait ce que par l'opposition qu'il rencontra auprès de son frère Shaykh Sa<sup>c</sup>ad Bûh, anciennement installé dans le sud de la Mauritanie et qui prit très tôt le parti des colonisateurs français. La part des facteurs conjoncturels doit être rétablie pour analyser le projet politique de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynin. Je vais l'introduire en revenant sur la question du *jihad* telle qu'elle se pose dans la région au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## La proclamation du jihâd

## Le développement du jihad dans la société ouest-saharienne

Si l'on suit de près la chronologie des événements, lorsque débute la conquête coloniale de l'Ouest-saharien, plus précisément celle de la rive droite du Sénégal, il apparaît bien que la référence au *jihād*, à la « guerre sainte », est d'abord à cette époque le fait des Français, en l'occurrence de Xavier Coppolani, ceci dès 1902, et non le fait des résistants du Nord qui s'y engageront à partir de 1905. La raison m'en semble tenir à la personnalité même de Coppolani qui a débuté sa carrière en Algérie et a publié un ouvrage qui a fait date sur les confréries musulmanes<sup>[12]</sup>. Il accordera de même, dans l'Ouest-saharien, une importance première de aux confréries soufis, dont l'essor en Mauritanie ne date en fait que du XIX<sup>e</sup> siècle, et il met en avant le danger panislamique dont serait porteur le mouvement soufi s'il s'allie avec l'empire ottoman ; l'exemple de la *sanûsiyya* vient à l'appui de cette analyse. Les luttes qu'ont du mener les colonisateurs français au XIX<sup>e</sup> siècle pour repousser les entreprises jihadistes d'al Hajj Umar et de la *tijâniyya* semblent aller aussi dans ce sens. Dans la société *bidân* (maure) cependant le thème du *jihad* ne relève pas de traditions récentes, il faut remonter à l'entreprise de Sharr Bubba<sup>[13]</sup> dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle pour en trouver une manifestation, plutôt associée à une thématique mahdiste ; les notables *zawâya* se sont affrontés depuis autour de ce thème, revendiqué par les uns pour établir un État islamique et rejeté par les autres au nom d'une vision eschatologique de l'ordre politique<sup>[14]</sup>. Vraisemblablement conscient de l'enjeu du débat, Coppolani va solliciter son argumentaire en faveur de son projet de « conquête pacifique » du pays maure s'appuyant ici sur le soutien bienveillant des chefs religieux. Cette conquête, en effet rencontra de nombreux détracteurs et opposants dans les milieux coloniaux français, et l'idée d'une occupation aux moindres frais humains et financiers de la rive droite du Sénégal ne pouvait que réduire ceux-ci au silence.

Coppolani s'appuie à cette fin sur deux partenaires privilégiés, Shaykh Sîdiyya Bâba, leader de la voie *qâdiriyya* au Trarza et Shaykh Sa<sup>c</sup>ad Bûh, le frère de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, installé dans cette même région, à proximité immédiate des Français du Sénégal. Au premier temps de sa pénétration pacifique du Sahara occidental, alors qu'il vient d'envahir le Trârza, Coppolani obtient de Shaykh Sîdiyya Bâba, le 5 janvier 1903, une *fatwa* à une question ainsi formulée :

"Faut-il que les Musulmans fassent la guerre sainte lorsque les Chrétiens occupent leur territoire, et que non seulement ils ne s'opposent à rien de ce qui touche la religion, mais qu'au contraire ils favorisent la pratique de cette religion en établissant des *qâdî* et en organisant l'administration judiciaire ? Il faut également considérer que les chrétiens agissent ainsi avec des musulmans qui sont dans l'impossibilité matérielle de faire la guerre sainte, tels que ceux qui habitent à l'est du Maghreb (Algérie et Tunisie)"<sup>[15]</sup>.

Se référant, sans grande originalité, à la tradition malékite et en particulier à Sîdi Khalîl, Shaykh Sîdiyya introduit plusieurs arguments qui eurent un large écho au Sahara occidental. Il établit d'abord la recevabilité de la question : « Si le Prophète ou le Savant se rend compte qu'il est impossible de réaliser l'exercice du gouvernement conformément à la volonté de Dieu, ni à écarter l'injustice, si ce n'est en donnant le pouvoir à l'infidèle, c'est à lui de savoir ce qui lui reste à faire ». On voit que l'on peut parfaitement remplacer le terme « infidèle » par celui de *hassân* ou d'émir et retrouver les arguments avancés par Shaykh Sîdi

Muhammed al-Khalîfa, ou par Shaykh Sîdiyya al-kabîr, un siècle auparavant pour justifier l'acceptation par les *zawâya* de l'ordre politique « injuste » qui régnait au Sahara précolonial.

Dans ces conditions, « il est prescrit aux Musulmans qui se trouvent dans de semblables conditions de ne pas attaquer les Chrétiens et de ne rien négliger pour vivre en paix avec eux ». La principale raison invoquée est que les Musulmans de ce pays n'ont pas les capacités de s'unir et de se défendre. Shaykh Sîdiyya note :

"L'impuissance de ce pays à lutter contre la force des Chrétiens est reconnue. Tout homme de bon sens qui entend et qui voit se rend compte du manque d'union des Musulmans, de l'absence de trésor public indispensable à toute action, et de l'infériorité de leurs armes vis-à-vis de celles des Chrétiens".

Pas plus qu'il n'est du devoir des Musulmans en de telles circonstances de mener la *jihâd*, il ne leur est prescrit de quitter le pays pour se réfugier dans une terre musulmane (*hijra*), d'« émigrer en masse ou partiellement de leur territoire conquis par les Chrétiens, tant à cause de leur pauvreté qu'à cause du manque d'endroits où ils trouveront la sécurité et les ressources nécessaires » <sup>[16]</sup>.

Le dernier argument invoqué par le Shaykh est plus spécieux puisqu'il interroge en fait sur la nature de l'ordre politique précolonial dont il contient une critique explicite :

"Non seulement ils [les Chrétiens] ne s'opposent pas à l'exercice de la religion, mais lui prêtent leur concours en faisant construire des mosquées, en nommant des *qâdî* et en donnant à toute chose une bonne organisation. Ils répriment le vol et le brigandage et maintiennent la paix entre les tribus insoumises de ce pays sans gouvernement et font beaucoup d'autres choses de ce genre. Il est certain qu'ils réussissent très bien en cela. Dieu – qu'il soit exalté ! – les a envoyés dans sa miséricorde pour les créatures et dans sa bonté".

Cet appel à la collaboration avec les colonisateurs, qui eut un grand retentissement au Sahara fut contresigné, à la demande de Coppolani, par Shaykh Sa<sup>c</sup>ad Bû. La position que prend en la circonstance celui-ci souligne que la doctrine de la *fadhîliyya* et ses options panislamiques que l'on trouve affirmée dès le fondateur de la voie, n'impliquent pas par nature la proclamation du *jihâd* et la construction d'un pouvoir islamique, comme pourraient le laisser penser les entreprises politiques de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et de ses fils.

Ces positions en faveur des « chrétiens » furent combattues par d'autres leaders religieux, dont le principal est Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, et par des notables issus de tribus telles que les Idyaydyaba, qui avaient perpétué un courant de pensée, peut-être hérité de l'époque de Sharr bubba, revendiquant l'instauration de l'ordre politique temporel de l'islam <sup>[17]</sup>, elle n'en eut pas moins une certaine efficacité aux premiers temps de la conquête. Les réactions à celle-ci et la résistance croissante avec son cortège de combats, de pillages et de misère, vont cependant entraîner une évolution de ces positions.

Parmi les tribus *zawâya* soumises, plus ou moins de bon gré, les pillages subis tant de la part des troupes coloniales qui réquisitionnent nourriture et moyens de transport, que de la part des dissidents qui tentent de justifier leurs attaques par les nécessités de la guerre sainte, entraînent de nombreuses réactions. En réponse aux *zawâya* de l'Adrar, encore libres de

toute occupation française, qui ont déclaré licites les pillages contre les tribus soumises aux Français, les Idaw<sup>c</sup>alî délivrent cette *fatwa* dont le ton, même s'il reconnaît l'inéluctabilité de la soumission aux Infidèles, est bien différent de l'argumentaire de Shaykh Sîdiyya et met l'accent sur les caractères de nécessité de cette soumission :

" Au nom d'Allah, l'Unique, le Miséricordieux, etc.

Notre attitude vis-à-vis des Français peut se résumer dans l'adage bien connu 'une main que tu ne peux couper, embrasse là, nous accueillons avec le sourire des gens que nous haïssons de tout notre cœur.

Les habitants de Tijikja ont été envahis pendant la période de grandes chaleurs par une forte armée or, comme le dit Khalil, le compromis et le paiement de rançon sont recommandables et même obligatoires dans de telles conditions pour des Musulmans peu nombreux et désarmés.

D'autre part, le fait pour nous de cohabiter dans la même localité avec des Infidèles ne rend pas le pillage à nos dépens un acte licite, car le même Khalil dit que l'exode n'est pas obligatoire pour les gens faibles et qui ne savent pas où trouver refuge, etc.

Qu'ils sont étonnants les hommes du pays de l'anarchie où les Infidèles laissent les Musulmans pratiquer leur culte sans toucher à leurs biens si ce n'est par achat ou par faibles prises pendant qu'au même moment ceux qui se prétendent les combattants du *jihâd* s'autorisent à les piller.

Malheur à ceux (les marabouts de l'Adrar) qui ont rendu des *fatwa* autorisant le pillage du bien des Musulmans" <sup>[18]</sup>.

On le voit, le problème ainsi soulevé n'est plus de savoir si le *jihâd* est licite, les Idaw<sup>c</sup>alî ne contestent pas que la lutte contre l'Infidèle est une obligation, même s'ils ajoutent que le colonisateur en définitive respecte les choses de la religion ; ils estiment qu'elle n'est pas par contre possible et que la soumission est une question de rapport de force. C'est ce rapport de force que d'autres leaders religieux vont tenter de modifier, en faisant appel au « Commandeur des Croyants ». Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn va tenter d'ouvrir la voie de la résistance légitime à l'ordre colonial.

## La surba auprès du makhzen marocain

En 1905 une surba, une délégation regroupant les principaux notables guerriers et religieux du trab al-bidân, ceux qui n'ont pas été occupés par les Français, en Adrar, et ceux, parmi les autres, qui ont choisi la dissidence, tous réunis autour de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, se rend auprès du Sultan Mawlay <sup>c</sup>Abd al-<sup>c</sup>Aziz pour lui demander de prendre la direction du *jihâd* contre les envahisseurs chrétiens <sup>[19]</sup>. Ils estiment que le titre et les origines chérifiennes de la dynastie marocaine donnent au mouvement de résistance une légitimité supérieure et confortent les fondements de son unité. D'autres considérations cependant ont aussi joué.

J'ai précédemment évoqué, citée de source coloniale, la lettre envoyée par les Smâsîd au Sultan du Maroc, demandant son intervention contre les prétentions des guerriers *hassân*. Cette lettre, si elle a réellement existé, doit être replacée dans le contexte conjoncturel des troubles qui secouent l'Adrar au début des années 1900, et du conflit entre les Smasîd et l'émirat quelques années auparavant. L'importance que nous lui accordons tient cependant avant tout à celle que lui accordent les autorités coloniales.

Les rivalités entre puissances coloniales, entre la France et l'Allemagne en particulier, pour faire passer sous leur contrôle le royaume chérifien, marquent profondément la politique africaine française. Entre ses possessions algériennes et soudanaises, la France souhaite établir un pont et empêcher une implantation allemande qui pourrait se conjuguer avec l'ancienne présence espagnole au Maghreb et au Sahara pour remettre en question la visée impériale. Parfois assimilées, sans réel fondement, à des visées panislamistes soutenues par l'empire Ottoman et les Allemands, les positions politiques et religieuses du Sultan du Maroc, apparaissent, dans cette première décennie du XX<sup>e</sup> siècle comme le principal obstacle aux visées coloniales françaises. Le Maroc est à cette époque, dans cette région, la seule puissance musulmane régionale qui soit restée indépendante. C'est par le Maroc que peuvent arriver les armes qui permettront d'organiser et de développer la résistance. C'est par l'intermédiaire du Maroc, accessoirement de la contrebande d'armes le long des côtes atlantiques espagnoles, qu'ont déjà été introduites au Sahara les armes modernes à tir rapide qui mettent les nomades pratiquement à égalité avec les troupes coloniales. Parmi les demandes qu'adressent principalement les envoyés des tribus maures au Sultan viennent en priorité la fourniture d'armes leur permettant de résister à la pénétration coloniale.

Les délégations envoyées en 1905 par les tribus de l'Ouest-saharien au Sultan du Maroc ne représentent pas les premières tentatives pour organiser autour de celui-ci, au nom du *jihâd*, la résistance à la colonisation. D'autres Sahariens ont effectué auparavant la même démarche et, au Maroc même, s'affrontent les partisans de la « guerre sainte » et ceux qui s'y opposent <sup>[20]</sup>.

Dès 1893, lorsqu'Archinard achève de démanteler l'empire d'al-Hajj Umar et que la colonne Bonnier investit Tombouctou, une délégation des Brabish d'Arâwan et des Bû Jûbayha se rend à Marrakech auprès du Sultan Mawlay al-Hasân pour solliciter son appui contre l'occupation française du Soudan <sup>[21]</sup>. Cette démarche suscite une vive émotion parmi les populations marocaines mais le Sultan, déjà aux prises avec les entreprises européennes, se montre réticent à lui donner une suite. Il fait attendre cinq mois la délégation puis lui demande des « écrits » attestant de la suzeraineté de ses membres sur Tombouctou. Il obtient finalement des *ʿulamâ* de Fès un texte selon lequel il n'est pas lié vis-à-vis de ceux qui le sollicitaient par le devoir de *jihâd*. Ce texte, qu'analyse Abitbol <sup>[22]</sup>, est important car il énumère les arguments qui, dans les années à venir, permettront aux Sultans du Maroc de répondre à ces sollicitations.

Le secours à accorder aux populations sahariennes ne semble pas justifié aux conseillers du Sultan ni en fait ni en droit. Ils évoquent des raisons politiques : Tombouctou ne fait pas partie de l'empire chérifien. Or le Sultan n'est tenu de pratiquer le *jihâd* que pour ses propres sujets. Afin de mieux asseoir la thèse selon laquelle le Sultan n'est pas tenu de secourir les Musulmans des régions voisines, ils ajoutent que le *jihâd* ne peut être pratiqué que s'il ne risque pas d'avoir des conséquences négatives : en l'occurrence rompre les relations de paix avec les Européens et dénoncer des traités qui viennent d'être signés. Les conséquences d'une rupture de ces traités pourraient être bien pires pour l'Etat chérifien et entraîner une main mise définitive de ces puissances européennes sur le royaume.

Ce texte souligne l'évolution de l'idéologie chérifienne *ʿalawi* à la fin de la période coloniale

et la remise en question qu'elle entraîne du titre de « Commandeur des Croyants ». La volonté d'assumer le leadership spirituel de l'ensemble de la communauté musulmane est contrebalancée par celle de défendre les limites circonscrites du royaume. « Alors que traditionnellement c'est la place que le Sultan détient ou aspire à détenir au sein de la *umma* qui fixe les frontières de son pouvoir, la situation est désormais inversée : la communauté politique à l'intérieur de laquelle il exerce un pouvoir réel est celle-là seule où il est habilité à exercer ses prérogatives religieuses et califales » [23]. Sur ces bases seront légitimés la conquête et le protectorat, nous trouverons le même argumentaire développé en Mauritanie, à la demande de Coppolani, dans les positions défendues par Shaykh Sîdiyya Bâba.

La supériorité des colonisateurs espagnols et surtout français était incontestable et laissait peu de marges d'action au Sultan. Au Maroc même cependant, le courant anti-jihâdien était combattu au sein du royaume par de nombreux leaders de la périphérie rurale, plus ou moins aux prises avec la menace coloniale. Certains de ces leaders auront une position fortement affirmée en ce domaine. C'est le cas de Muhammed al-<sup>c</sup>Arbi al-Madghâri, *shaykh* de l'ordre des *darqâwiyya*, qui en 1863 et 1883 tenta de soulever les tribus du sud. Ahmed ibn al-Hashîmi bal-Filâli, son disciple, et al-Mustâva ibn al-Hanâfi al-Hasâni al-<sup>c</sup>Alawi, qui en 1895 tenta de soulever les Banî Mghlid, représentent aussi ce courant qui sera plus particulièrement illustré par Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn dont les engagements doivent être replacés dans ce contexte.

Ce n'est pas par hasard si Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn joue le rôle d'intermédiaire entre les tribus sahariennes dissidentes et le Sultan du Maroc. Il entretient, nous l'avons vu, les meilleures relations avec Mawlay <sup>c</sup>Abd al-Azîz. Il est soutenu en particulier par le grand Vizir, Ahmed ibn Mûsa qui est personnellement affilié à la *fadhîliyya*. Le Sultan comptait s'appuyer sur le Shaykh pour asseoir son autorité dans le sud, en profitant du déclin du rôle des Tekna, ainsi que pour y réduire la menace européenne. Il l'investit des fonctions de *qâyd* et lui reconnaît une influence privilégiée dans le sud-marocain et au Sahara. Les intérêts de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn sont ainsi étroitement liés à la préservation de l'autonomie marocaine vis-à-vis des puissances coloniales, au point d'ailleurs que lorsque les Sultans, pressés par la nécessité, signeront des accords léonins avec la France, il prendra la tête de la résistance contre ces accords [24].

En 1905, face à l'occupation française du sud du Sahara à laquelle il s'est opposé dès le début, en gardant cependant une certaine prudence, Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn renforce la coopération avec le Sultan du Maroc. Celui-ci envoie quelques troupes à Smâra, sous le commandement de l'un de ses cousins Mawlay Idrîs ibn <sup>c</sup>Abd ar-Rahmân, pour l'appuyer militairement. Le Sultan en profite pour renforcer ses positions dans le sud en conférant le titre de *qâyd* à 14 chefs de tribus sahariennes. Des armes sont aussi envoyées pour renforcer la résistance en Mauritanie.

Les positions du Shaykh cependant se sont considérablement renforcées alors que le *makhzen* vacille sous les pressions européennes. En ces premières années du XX<sup>e</sup> siècle, Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn est en particulier intervenu dans le déroulement du long conflit qui oppose les Rgaybât et les Awlâd Bûsba<sup>c</sup> avec plus ou moins de bonheur en fait. Il a obtenu la fin du conflit entre les Rgaybât et les Awlâd Qaylân de l'Adrar et, à cette occasion, quelques temps avant, il a négocié le retour en Adrar de son élève et disciple, Sîd-Ahmed uld Ahmed,

en tant qu'émir du pays. Sîd'Ahmed, encore très jeune, reste profondément attaché au Shaykh qui a détaché auprès de lui l'un de ses fils Shaykh Hasâna, qui va contribuer à l'organisation de la résistance.

La mort de Coppolani et la situation relativement difficile dans laquelle se trouvent les troupes coloniales assiégées un temps à Tijikja et difficilement dégagées par des renforts, encouragent Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn à intervenir plus activement dans cette résistance à la colonisation. Il lance un appel au *jihâd* qu'il adresse à deux des principales personnalités religieuses du sud : Shaykh Sîdiyya Bâba, atout majeur des Français au Sahara, et le chef des Kunta Muhammed al-Mukhtâr, lui aussi rallié à Coppolani et qui vient de réoccuper avec les siens les oasis du Tagant. Il ne prend pas cependant lui-même la direction de ce *jihâd* mais en investit Mawlay Idrîs, ce parent éloigné du Sultan qui vient de le rejoindre avec quelques troupes marocaines et qui se dirige vers l'Adrar.

## Les *tlamîd* des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn

La *tarîqa* (voie confrérique) *qâdiriyya*, qu'il s'agisse des Kunta ou des Awlâd Abyayri, se construit dans l'Ouest-saharien dans un cadre tribal où les nouvelles solidarités religieuses renforcent et transcendent les *asabiyyât* tribales et parentales. La *fadhîliyya* se développe de même dans un contexte où les relations confrériques, la transmission du *wird*, se définissent dans le cadre des relations de parenté, en l'occurrence dans la lignée qui se rattache à Shaykh Muhammed Fadhîl, lequel a lui-même hérité ce *wird* d'une série d'ancêtres agnatiques qui le rattachent ultimement à la maison du Prophète. Par contre les relations de hiérarchie et de solidarité confrériques ne se réorganisent pas dans un cadre tribal et ne contribuent pas à la restructuration de celui-ci comme dans le cas des Kunta et des Awlâd Abyayri. Ce constat a pu contribuer à l'étiquette panislamiste souvent attribuée aux entreprises du Shaykh.

Les *tlâmîd* de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, tout comme ceux, nettement moins nombreux, de son cousin Shaykh Muhammed Fadhîl uld al-<sup>c</sup>Abaydi en Adrar, restent de ce fait affiliés à leurs tribus d'origine au sein de laquelle la plupart d'entre eux continueront à vivre, quitte à répondre à l'appel du Shaykh en cas de besoin. La doctrine de la *fadhîliyya*, ouverte à de multiples affiliations confrériques, détermine de nouvelles solidarités sociales qui ne nécessitent pas au même titre que dans les cas précédents la mobilisation parallèle des solidarités tribales. La *fadhîliyya*, par ailleurs ne se développe pas comme un réseau d'intérêts économiques et commerciaux, les mouvements caravaniers ne représenteront jamais l'essentiel de l'activité de ses principaux *shaykh*. La relation entre le *shaykh* et les *tlâmîd* est certes centrale, et elle peut se transformer en relation de fourniture de travail ou de biens, mais elle dessine avant tout un projet social et politique et ce projet, loin de prolonger l'ordre tribal, pourra en certains cas s'opposer à celui-ci. L'entreprise de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn puis celle de son fils al-Hiba prennent sous cette perspective une autre dimension.

Les archives françaises accordent une attention particulière à ceux que l'administration coloniale appelle les « *tlamid* de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn », désignant sous ce terme un groupe, qui ne semble pas dépasser quelques centaines de personnes, de disciples armés du Shaykh qui du déclenchement du *jihâd* en 1905 jusqu'à la mort du Shaykh constitueront une force

militaire efficace que devront affronter, souvent à leur dépens, les troupes coloniales. Cette force militaire permettra au Shaykh de ne pas dépendre de la seule mobilisation guerrière des tribus, difficile parfois à obtenir et susceptible de se dérober au cours du conflit. Les *tamîd* sont certes issus du milieu tribal mais transcendent ces appartenances du fait de leur relation directe avec le Shaykh, situation qui présente quelques analogies avec le mouvement des *ikhwân* wahhabites saoudiens qui s'est cependant développé à une autre échelle. Ces troupes, même peu nombreuses, créeront de sérieuses difficultés aux troupes coloniales, elles mêmes réduites, du fait de la discipline qui régnait en leur rang et de leur armement moderne. Ces armes sont obtenues souvent par l'intermédiaire du Sultan. Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn s'est emparé en outre, en 1898, du comptoir du Cap Juby, non loin de l'embouchure de la Saqiya al-Hamrâ, après son rachat à son fondateur, l'Écossais Mackenzie, par le Makhzen, et il peut établir des relations commerciales directes avec les Allemands et les Espagnols désireux de créer des difficultés aux Français, au Maroc comme au Sahara.

Leur redoutable capacité militaire est soulignée par des officiers, tels Frèrejean, qui reconnaissent aussi leur rigueur d'organisation et leur bravoure. Dans ses *Mémoires*, il écrit à leur propos :

"Supérieurement armés, animés d'un sombre fanatisme, ayant des intelligences dans tous les milieux maures, ces derniers opèrent surtout contre les détachements français. Sans renoncer aux pillages qui sont le principal excitant de la guerre chez tous les nomades sahariens ils donnaient une note nettement hostile aux Chrétiens à toutes ces bandes de brigands qui se groupaient autour d'eux et auxquels ils servaient de réserve et de centre de ravitaillement. Cependant, jusqu'à la fin mars 1908 ces moines-soldats étaient restés en arrière des partis guerriers pillards" <sup>[25]</sup> .

C'est par l'intermédiaire de ces forces guerrières, ainsi qu'à travers la présence de certains de ses fils sur le front saharien, que Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn prend progressivement au *jihâd* une part déterminante, éclipsant progressivement celle de Mawlay Idris, l'envoyé du Sultan du Maroc. L'Adrar, qui n'est pas encore occupé par les Français est alors au centre du dispositif militaire. Dans cette région, l'arrivée au pouvoir de l'émir Sîd'Ahmed uld Ahmed, disciple de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn chez lequel il a été élevé, renforce le front du *jihad* contre les Français. L'un des fils de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, Shaykh Hasâna, s'installe auprès du jeune émir, qui a moins de 15 ans, et exerce sur lui une sorte de tutelle.

## L'organisation du *jihâd* (1905-1906)

### L'appel à Mawlay Idrîs et le déclenchement du *jihâd*

Le regroupement de tous ceux qui s'opposent à la colonisation en Adrar s'effectue à partir du début de l'année 1906. On trouve progressivement réunis, dans une région qui supporte difficilement cet excédent de population guerrière, volontiers pillarde, les dissidents du Trârza avec l'émir Sîdi uld Muhammed Fâl et ceux du Brâkna, dirigés par l'émir Ahmadu, une partie des Idaw<sup>c</sup>ish sous l'autorité de deux des fils de l'émir Bakkar, la majorité des awlâd Bûsba<sup>c</sup> qui mènent la lutte contre les Français depuis 1904, des éléments rgyabât qui sont présents par suite du manque de pâturages au nord, etc. Ils s'ajoutent aux guerriers de

L'Adrar qui se sont regroupés autour de l'émir Sîd'Ahmed. En juin 1906, bien avant peut être, Mawlay Idrîs les rejoint avec quelques hommes, peu nombreux, mais aussi des armes et des munitions qu'il distribue aux dissidents. Il tente aussi d'organiser ceux-ci en levant un impôt destiné à alimenter le *bayt al-mâl* et à financer les opérations militaires. Il lui est difficile, en fait, de transcender les intérêts divergents des chefs tribaux et émirs réunis et la troupe relativement importante qui a été réunie pèse lourdement sur les maigres ressources du pays.

L'unification de la résistance contre l'occupation coloniale a un fort impact cependant sur les tribus de l'ensemble de la Mauritanie. A la fin du mois d'août 1906, malgré les réticences de l'émir Sîd'Ahmed, un accord est conclu autour de Mawlay Idrîs, coordonnant les efforts de l'ensemble des dissidents installés en Adrar. Cette unification de la résistance va dépasser rapidement les frontières de l'Adrar et concerner aussi nombre de tribus déjà plus ou moins soumises aux Français. Le succès de cette coalition est pour une part l'effet de la propagande intense que déploie Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn pour donner au *jihâd* une légitimité religieuse incontestable. Il adresse à cette fin une série de lettres aux principaux responsables religieux ouest-sahariens. L'un des premiers destinataires est Shaykh Sîdiyya Bâba dont il ne désespère pas qu'il puisse renoncer à soutenir la cause des Français. La lettre suivante lui est ainsi expédiée par Shaykh Muhammed al-Amiad, des Awlâd Abyayri, habitant Smâra et gendre de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, dans le courant de 1906:

"La lettre a pour but de vous faire savoir ce que tous les musulmans ont décidé au sujet des chrétiens: c'est à dire que tous les marabouts et tous les guerriers depuis le Hodh jusqu'à la mer ont envoyé des délégués auprès de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn. Voici les délégués qui étaient représentés : les Ahl Sîdi Mahmûd étaient représentés par le fils de Banay. Les Aghlâl par leur chef uld Ghawb qui représentait en même temps le chef des Mashdûf uld M'haymid. Les Idaybussât et des Massûma, et uld Lakhîb, chef des Awlâd an-Nâsir. Les Tajâkanat uld Ahmed Zaydân et uld Maybu. Les Idaw<sup>c</sup>ish avec Ahmed Mahmûd uld Bakkar et uld Assas. Les Ahl Shaykh al-Khadi par Sîdi al-Mukhtâr uld Sîdi. Uld <sup>c</sup>Aydda, uld Dayd, les Idaw<sup>c</sup>alî et enfin les Smâsîd.

Toutes ces tribus sont d'accord de faire la guerre sainte aux chrétiens et les délégués venus voir Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn sont partis avec un neveu du Sultan appelé Mawlay Idrîs. Ils ont avec eux de bons fusils.

Dans quelque temps le Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn ou un de ses fils se rendra auprès du Sultan pour obtenir de lui des armes et les vivres nécessaires aux troupes et aussi pour renouveler ce qui lui a été dit l'année dernière, c'est à dire que les musulmans se plaignaient des chrétiens... Tu n'ignores pas que le Sultan a comme ami depuis l'année dernière les Allemands qui sont très puissants. Avant cette nation il avait les Anglais qui étaient les amis de son père" [\[26\]](#).

On notera que la lettre fait moins appel à des sentiments religieux qu'au bon sens de Shaykh Sîdiyya pour apprécier les nouveaux rapports de force qui s'instaurent : les tribus sahariennes sont en train de s'unifier contre les Français, elles sont soutenues par le Sultan du Maroc, et celui-ci peut bénéficier de l'appui des Allemands, voire des Anglais. Cependant, le contexte de la guerre sainte, du *jihâd*, est clairement évoqué. L'argumentaire est développé pour souligner à Shaykh Sîdiyya que les raisons qu'il a pu invoquer – l'anarchie du pays, un rapport de force défavorable – sont en train d'évoluer et que rien ne l'empêche

de rejoindre dans ces conditions les forces musulmanes regroupées contre les Infidèles. Malgré d'autres tentatives du même ordre, Shaykh Sîdiyya restera sur sa position favorable aux Français. Cette position restera cependant l'exception <sup>[27]</sup>.

Ainsi au Tagant, le succès de l'action de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn sera par contre incontestable <sup>[28]</sup> grâce à l'intervention de l'un de ses disciples et homme de confiance, originaire des Idaw<sup>c</sup>alî de Tijikja, Muhammed al-imâm uld Zayn qui se rend au Tagant début 1906, muni d'une série de lettres du Shaykh, destinées aux principaux responsables *zawâya* et *hassân*, exhortant l'ensemble des tribus à se soulever contre les Français et à s'unir autour de Mawlay Idrîs. Son action sera particulièrement efficace auprès de Muhammed al-Mukhtâr uld Hamûd, le chef des Kunta, considéré par Coppolani comme un « vieil ami » depuis qu'il avait favorisé son retour avec les siens à Rashîd <sup>[29]</sup>, auquel il promet, comme l'avait déjà fait Coppolani, le titre de « chef du Tagant ». Il gagne aussi à la cause de la résistance son frère Sîdi uld Zayn, qui a été un partenaire privilégié des Français au moment de leur installation à Tijikja mais qui, soupçonné de complicité après la mort de Coppolani, a vu son influence décliner. À partir de mars 1906, les troubles se multiplient à Tijikja même, entraînant des arrestations et le départ des notables de la ville en mai.

Muhammed al-Mukhtâr uld Hamûd avait reçu dès octobre 1905 deux lettres de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, contresignées par le Sultan du Maroc, annonçant l'arrivée d'un envoyé de celui-ci. Il semble s'être rallié très vite à la dissidence, tout en conservant des relations en apparence amicales avec les autorités françaises de Tijikja. Muhammed al-Mukhtâr écrira personnellement auprès de Shaykh Sîdiyya, dont la voie *qâdiriyya* est liée à celle des Kunta, pour l'attirer dans le camp de la résistance <sup>[30]</sup>. Cette lettre est datée d'après l'arrivée de Mawlay Idrîs en Adrar, alors que Muhammed al-Mukhtâr entre dans un conflit de plus en plus frontal avec l'administration française qui est loin de soupçonner cependant la radicalité de son retournement.

Après avoir annoncé à Shaykh Sîdiyya le rassemblement des dissidents autour de Mawlay Idrîs et l'intention de celui-ci de marcher sur le Tagant, Muhammed al-Mukhtâr souligne que Mawlay Idrîs a « l'intention de faire des fortifications soit à Qsâr al-Barka, soit à al-Hnûk, soit à Moudjéria, mais le choix du chérif ne s'est encore porté sur aucun point. Cette fortification a pour but de détruire celle que les Français ont faites ou auront à faire ». Muhammed al-Mukhtâr énumère ensuite toutes les tribus qui sont mobilisées et il ajoute :

"Tout ce monde a prêté serment au Chérif et se met à son entière disposition, en s'abritant sous l'ombre de son étendard et en consentant même d'être sous ses souliers.

Maintenant occupe-toi sérieusement de ton affaire et prépare-toi en t'adressant à Dieu qui seul pourra te délivrer. Tu agiras en montrant beaucoup de familiarité et d'affection pour cacher ton stratagème et ton arrière-pensée.

Dans toutes mes affaires je ne compte sur aucun autre appui que sur le tien, toute autre personne que toi ne pèse pour moi que l'aile d'un moustique et ne peut être d'une utilité égale à la tienne.

La seule chose qui m'avait déterminé à faire ma soumission aux Français était l'espoir de

t'avoir un jour ou l'autre pour que nous examinions la situation ensemble et arrangions nos affaires. Tu es mon frère et nous devons marcher ensemble, Dieu assiste toujours les frères quand ils veulent s'aider entre eux... Je te préviens que j'ai prêté serment au Magnanime, à l'illustre Chérif. Puisse, par nos efforts nous deux et par ton concours, Dieu faire triompher l'islam. Soit d'une résolution ferme et agis avec prudence pour ta délivrance.

Il faut que tu te dépêches et que tu prennes vite tes résolutions car le drapeau des infidèles s'est élevé au dessus de celui des musulmans de sorte que le sort se montre en faveur des méchants et que la religion fondée par les meilleures créatures n'est point saluée par personne.

Dans tous les cas ne publie rien et soit discret jusqu'à ce que l'occasion à saisir se présente" <sup>[31]</sup>.

Après l'accord signé entre les dissidents de l'Adrar fin août 1906, et alors que ceux-ci se préparent à marcher sur le Tagant, les ralliements de tribus au chérif se multiplient. Certains hommes de ces tribus, en petit nombre, rejoignent les dissidents ; la majorité se regroupe non loin de Tijikja en attendant l'issue des combats. Sans entrer dans le détail des faits, rapportés par ailleurs <sup>[32]</sup>, j'en rappellerai les aspects les plus saillants.

En octobre les jihadites se mettent en route, près de 2000 guerriers sont concernés. Un détachement français égaré par ses guides est surpris et défait à Nyemlân (24 octobre 2006), quatre officiers et sous-officiers européens sont tués. Les partisans kunta de Muhammed al-Mukhtâr ont retourné leurs armes durant le combat. Le siège est mis alors devant Tijikja le 6 novembre et durera près d'un mois. Après deux sérieuses attaques cependant la troupe rassemblée se désagrège et le siège va être levé après l'arrivée de renforts. C'est pour Mawlay Idrîs un grave échec dont il faut examiner les causes.

Les premiers à se retirer du combat ont été l'émir de l'Adrar, Sîd'Ahmed et le fils de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn qui l'accompagne, Shaykh Hasâna. Des divergences sont apparues en effet entre la ligne politique du Shaykh et celle de l'envoyé du Sultan. Mawlay Idrîs, peut-être pour laisser la porte ouverte aux négociations et asseoir son autorité, et celle du Sultan, sur ces régions sahariennes, semble avoir voulu surtout opérer une démonstration de force en s'emparant d'un poste français hautement symbolique puisqu'il porte le nom de Fort-Coppolani. Certains chefs de tribu sont restés sur leur réserve, en particulier ceux de la Rgâyba et des Hodh qui ne se sentent pas encore directement visés par l'occupation coloniale qu'ils connaissent déjà à partir du Soudan français ; après les premières pertes subies, très lourdes, ils ont préféré attendre l'issue du combat. D'autres encore, plus conscients peut être des difficultés du combat, ne veulent pas attaquer directement les Français mais les isoler en coupant les lignes de ravitaillement: c'est le cas de l'émir Sîd'Ahmed. Un incident significatif va accélérer la désagrégation des forces qui ont attaqué le Tagant.

Un notable des Idaybussât, Muhammed <sup>c</sup>Abdallahi uld Zaydân uld Qâli, avait rallié Mawlay Idrîs avec 400 chameaux qui représentaient la contribution de la tribu à l'effort de *jihâd*. Il en donna 60 à Mawlay Idrîs et 30 seulement aux Ahl Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, en l'occurrence Shaykh Hasâna et Shaykh at-Tâlib al-Khyâr qui accompagnaient le chérif. Ceux-ci s'estimèrent lésés et décidèrent de se replier vers l'Adrar en compagnie de l'émir Sîd'Ahmed. Ce fut le signal

d'une dislocation générale et d'un repli massif vers le nord et en partie vers l'est<sup>[33]</sup>.

## Aux lendemains du siège de Tijikja

L'échec de Mawlay Idrîs à unifier la résistance autour de lui n'est pas seulement stratégique et militaire, il est aussi d'ordre politique et va marquer le début d'une rupture radicale entre le Sultan Mawlay <sup>c</sup>Abd al-<sup>c</sup>Aziz et Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, le second s'associant à la destitution du premier, accusé d'impuissance face aux pressions françaises, quelques années plus tard, en 1908. Le rapprochement qui s'était manifesté en 1905 en vue du *jihâd* n'était pas de fait sans ambiguïté déjà. Certes la légitimation chérifienne du « Commandeur des Croyants » n'est pas sans importance dans la tentative d'unification du mouvement. La légitimité religieuse et le développement politique et militaire du *jihâd* reposent essentiellement cependant sur l'autorité de Shaykh Ma al-<sup>c</sup>Aynîn, sur les relations qu'il établit avec d'autres leaders religieux et, naturellement, sur une volonté, largement partagée par la population, de résistance à l'occupation coloniale.

L'engagement du Sultan du Maroc dans l'affaire apparaît en partie forcé ; dix ans auparavant le Makhzen a refusé une intervention du même ordre au Soudan. Il apparaît aussi relativement limité, car le Sultan mène avec les puissances européennes de difficiles négociations. Il délègue un lointain « cousin » qui partage ses origines chérifiennes. Il fournit certes des armes et des munitions qui, redistribuées en partie par le Shaykh, serviront à asseoir l'influence de celui-ci, mais il n'envoie pas de troupes. Le projet même de Mawlay Idrîs, qui devait être muni d'instructions relativement précises et n'était pas, comme le présentent volontiers les autorités coloniales, un « aventurier », n'est pas sans ambiguïté. Il semble s'être surtout attaché à une démonstration de force qui, simultanément, (r)établirait une certaine influence du Sultan sur ces terres lointaines, et permettrait de disposer de nouveaux atouts dans les négociations avec les Français. Aux lendemains de la désagrégation des forces du chérif au Tagant, l'administration coloniale est plus ou moins consciente de cet état de fait comme en témoigne cet extrait du rapport politique de la Mauritanie du 1er trimestre 1907:

"Une lettre reçue récemment du Tagant et émanant de Sidi ould Zein, notable Edouali, ancien chef des Tamiellah de Tidjikja, nous donne des renseignements sur la situation à la fin du trimestre des principaux chefs dissidents et sur le Cheriff Moulaye Idriss.

Ce dernier, installé à Reghnia, près de Ouaddan, avait invité les tribus pillardes à restituer aux populations maraboutiques les biens qu'elles leur avaient volés. Si ces ordres n'étaient pas rigoureusement exécutés, le cheriff devait rentrer au Maroc et ses partisans reviendraient au Tagant, sauf cependant Mohamed el Moktar ould el Hamed, chef des Kounta, et les deux chefs Edouaïch, Ousman et Moktar qui, toujours irréductibles, demeurent décidés à ne plus s'installer dans le pays. Mais au cas où il serait obéi, Moulaye Idriss devait se rendre dans le Hodh pour recevoir au nom du Sultan du Maroc, la soumission des tribus de ce pays.

Moulaye Idriss aurait reçu une lettre d'Abdel Aziz lui prescrivant : "de ne pas dépasser l'Adrar et de ne rien faire contre les Français tant que ceux-ci n'iront pas l'attaquer dans ce pays. Les troupes et les armes qui étaient attendus du nord ne sont pas arrivées; on n'a reçu

dans l'Adrar que 7 fusils, mais il paraît que Ma el Aïnin en a reçu un grand nombre".

Les instructions du Sultan du Maroc, la nouvelle attitude du chérif qui semblait vouloir se concilier l'amitié des marabouts en leur faisant restituer leurs biens pillés par les guerriers, sa persistance à demeurer à Ouaddan cachaient sans doute des projets.

Le succès des négociations entamées avec le gouvernement chérifien a eu pour conséquence le rappel de cet agitateur"<sup>[34]</sup>.

Il est contradictoire de traiter Mawlay Idrîs d'« agitateur » alors que l'on montre que sa politique est déterminée par celle du Sultan du Maroc et qu'elle est liée aux négociations que mène celui-ci avec les Français. Les archives coloniales associent très clairement ces événements avec l'évolution de la situation au Maroc et avec la rivalité franco-allemande. Les Allemands sont souvent accusés d'avoir introduit nombre des armes qui parviennent par l'intermédiaire de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn<sup>[35]</sup>. Quoi qu'il en soit, il est clair que les intérêts convergents à propos du *jihâd* au Sahara occidental des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et ceux des Sultan du Maroc étaient, en 1906, largement conjoncturels et qu'ils pouvaient tout aussi rapidement diverger au Sahara en 1907 comme ils divergeront au Maroc même peu après.

Malgré les tentatives de Mawlay Idrîs pour redresser la situation au début de l'année 1907, il est très vite abandonné de tous les résistants qui ne reconnaissent plus son autorité, par les Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn en particulier qui vont dorénavant jouer un jeu plus personnel au Sahara comme au Maroc. Démuni, ayant dû vendre tous ses biens pour essayer d'alimenter sa cause, Mawlay Idrîs doit se résoudre à rentrer au Maroc en août 1907. On dit qu'il ne disposait plus même de chameaux pour le voyage de retour et que les animaux lui furent fournis par Shaykh at-Tâlib al-Khyar uld Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn lui-même.

## L'échec du jihâd

L'une des dernières tentatives de Mawlay Idrîs pour retrouver quelque autorité sur les tribus sahariennes au nom du Sultan du Maroc a consisté en son intervention auprès des guerriers rassemblés dans l'Adrar pour qu'ils restituent les biens pillés aux marabouts. J'ai déjà souligné qu'il s'agissait là de l'un des points sur lesquels s'était discutée la légitimité du *jihâd*. Le problème, après l'échec de l'expédition sur Tijikja, a pris une grande ampleur. Les dissensions se multiplient entre les divers groupes dissidents réfugiés au nord, séquelles de luttes passées qui ont opposé entre elles les tribus *hassân* et les émirats. La situation, aggravée encore par une dure sécheresse et une épidémie de variole, est telle que les commerçants de Chinguetti prennent contact avec les autorités françaises pour qu'elles contribuent à mettre fin aux exactions qu'ils subissent. De nombreuses tribus réfugiées dans l'Adrar quittent à partir d'août 1907 cette région pour partir vers les Hodh ou vers le nord. Un mouvement de soumission semble s'amorcer en septembre 1907 qui concerne même une partie des Awlâd Qaylân dont une cinquantaine de tentes se réfugient au Tagant. Il en est de même des grands nomades, des Rgaybât en particulier<sup>[36]</sup>. Ces ralliements, contraints par l'insécurité et la sécheresse, se révéleront bien fragiles et ne répondront guère aux espoirs des autorités coloniales.

La situation militaire a peu varié en 1907, les garnisons coloniales restent enfermées la

plupart du temps, faute de moyens d'intervention mobile, dans les postes, laissant un large champ libre aux attaques des dissidents qui sont encore nombreux et déterminés malgré les difficultés qu'ils éprouvent à coordonner leurs efforts. Ils en reviennent essentiellement à une pratique de *ghazw*, qui correspond aussi aux nécessités imposées par la situation alimentaire au nord, déferlant sur les régions et tribus soumises sans rencontrer de forte résistance. Ces *ghazw* s'attaquent aussi aux convois de ravitaillement français. Pour répondre à cette situation, la présence française se renforce : les premières compagnies méharistes sont créées en 1906, le réseau de postes s'est densifié avec en particulier l'installation d'un fort à Akjoujt, à moins de 100 kilomètres de l'Adrar.

L'idée de la poursuite du *jihâd* est loin d'être abandonnée. Les principaux chefs de la dissidence, l'émir de l'Adrar, Sîd'Ahmed, Ahmadu, émir du Brâkna, Sîdi uld Muhammed Fâl, émir du Trârza, les chefs des Shratît et des Abakâk, des représentants des Ahl Sîdi Mahmûd, se rendent en *surba* auprès de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn pour réorganiser la lutte contre les Français en juillet 1907. Le Shaykh accompagne la *surba* auprès du Sultan, pour obtenir de lui satisfaction – un appui en hommes et en armes. Dans le courant de l'année 1907, alors que les principaux chefs sahariens sont déjà rassemblés à Smâra, le Sultan Mawlay <sup>c</sup>Abd al-<sup>c</sup>Aziz tente en fait de traiter avec les Français, déclenchant une vague de protestation et des mouvements anti-européens qui se traduisent par des pillages des biens appartenant à des Juifs et par des massacres d'Européens à Casablanca. Ce mouvement est en partie canalisé par Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn qui marche sur Casablanca et Marrakech à la tête de guerriers recrutés dans les tribus sahariennes et sud-marocaines. Les membres de la *surba* saharienne participeront à cette expédition et feront le coup de feu autour de Casablanca. Ils participent aussi au détronement de Mawlay <sup>c</sup>Abd al-<sup>c</sup>Aziz et à son remplacement par son frère Mawlay al-Hafid, qui s'empressera peu après de traiter à son tour avec les Français.

Mawlay al-Hafid est cependant arrivé au pouvoir avec l'aide de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et, s'il ne lui confie pas de troupes, il lui cède 500 à 600 fusils modernes à tir rapide, des munitions et la somme de 30 000 F pour organiser la lutte contre les Français. Ces moyens, lorsque la *surba* rentre enfin en Adrar au début de 1908, contribueront à une relance locale des luttes de résistance qui marquent l'année 1908.

La propagande française s'emploie à présenter les résultats de la *surba* comme un échec<sup>[37]</sup>, mais est inquiète de l'éventualité de l'arrivée d'armes modernes<sup>[38]</sup>. L'échec de la *surba* auprès du Sultan du Maroc est patent aux yeux des Maures eux-mêmes. Muhammed al-Mukhtâr uld Hamûd, devenu l'un des plus farouches opposants à la conquête coloniale, n'a pu se joindre à elle. Il se rend peu après à Smâra auprès de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn pour solliciter des secours en armes et en hommes. Econduit, il tentera d'obtenir des soutiens auprès des Tekna, alliés anciens des Kunta, toujours en vain. Il se rend alors à son tour, toujours sans succès, auprès du Sultan à Fès pour se plaindre auprès de lui de Mawlay Idrîs et de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn. IL finira par quitter le Sahara pour pratiquer le *hijra* dans un pays musulman. C'est bien là symboliquement la fin de l'idée d'une unification des musulmans autour du *jihâd* contre les Infidèles, regroupant tous ceux d'entre eux qui restent encore indépendants à cette époque au Maghreb et au Sahara.

Cet échec est loin cependant de signifier la fin de cette résistance qui va reprendre avec une nouvelle vigueur en 1908 et continuer après l'occupation française de l'Adrar en 1909

# La poursuite de la résistance (1907-1913)

## La mobilisation des tribus et les premiers succès (1908)

Le regroupement des forces autour de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, dans le domaine spirituel mais aussi politique et militaire, d'une part, ainsi que, d'autre part, l'autorité croissante de l'émir de l'Adrar, Sîd'Ahmed, contribuent fortement à animer l'esprit de résistance malgré le ralliement de nombre des dissidents l'année précédente. Cette résistance est essentiellement le fait des tribus *bidân* locales et des *tlamîd* de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, bien que celui-ci soit loin d'avoir renoncé à agir simultanément sur le front marocain. Les autorités coloniales elles-mêmes remarquent, dans le courant de 1908, non seulement ce regain de la résistance mais aussi une nouvelle stratégie d'opposition à la conquête coloniale. C'est le cas du lieutenant-colonel Montané-Capdebosc qui, même s'il a cédé au lieutenant-colonel Gouraud fin 1907 la direction des opérations politiques et militaires, reste au fait des affaires sahariennes:

"Depuis le début de 1908, nous avons vu se dérouler dans cette colonie une suite ininterrompue d'incursions poussées sur notre territoire par les tribus guerrières de l'Adrar, non plus seulement sous la forme habituelle de pillages entrepris par des bandes isolées contre les tribus soumises placées sous notre administration, mais aussi sous celle d'audacieuses agressions dirigées, suivant un plan d'ensemble bien nettement arrêté, contre nos troupes elles-mêmes, principalement contre nos convois" <sup>[39]</sup>.

Rappelons l'opposition, justifiée, de l'émir Sîd'Ahmed et sans doute de Shaykh Hasâna à l'attaque frontale menée par Mawlay Idrîs en novembre 1906 contre les postes français, Fort-Coppolani en l'occurrence. Ces attaques, rendues périlleuses par les systèmes de fortifications et les armes modernes dont disposent les Français, causent souvent de très lourdes pertes aux assaillants et contribuent à démoraliser la résistance. Le point faible des troupes françaises, encore peu mobiles, immobilisées dans les garnisons, réside par contre dans leurs lignes de communication et de ravitaillement, sur lesquelles va porter l'effort principal des dissidents en 1908, non sans succès. La principale victoire sera de ce point de vue l'évacuation du poste nouvellement créé à Akjoujt.

La création de ce poste, en décembre 1907, correspondait à l'ouverture d'une autre route que celle du Tagant vers l'Adrar insoumis ; une pression constante pouvait ainsi s'exercer sur ces populations. Le projet était assez bien conçu ; le site, bien pourvu en eau et pâturages était bien choisi, quoique situé dans un cirque de petites montagnes propices aux embuscades, et surtout localisé à l'aboutissement de la route du Trarza très peu pourvue en eau en saison chaude. De fait, après une période où la création du poste remplit effectivement ses fonctions de pression sur l'Adrar, il va se trouver progressivement isolé et subir un harcèlement continu des combattants *bidân*. En mai une sortie échoue et le troupeau de chameaux du poste est enlevé. La situation sanitaire se dégrade rapidement et les vivres commencent à manquer. En juillet, au plus gros des chaleurs, une colonne de ravitaillement dirigée par le commandant Berger, se lance dans le désert sans eau. Elle est décimée par les attaques et la soif (plus de 20 morts) et bloquée au puits intermédiaire de Burjaymât. Un autre convoi dirigé par le commandant Frérejean gagna Akjoujt où est

finalement arrivée, sans vivres, la colonne Berger qui s'est déjà repliée. Frèrejean est chargé de l'évacuation complète du poste qui a lieu le 10 septembre 1908.

Cet indéniable succès des résistants a été facilité par l'usage des armes modernes dont la cession a été arrachée par Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn au nouveau Sultan. La plus grande partie de ces armes ont été conservées par le Shaykh et elles vont lui permettre d'armer un contingent de *tlâmîd*, souvent commandés par des fils du Shaykh. A partir d'avril-mai 1908, plusieurs groupes de ces *tlâmîd* descendent vers le sud et s'installent à proximité de l'Adrar, contribuant à la pression qui s'exerce sur le poste d'Akjoujt. Ils vont donner une nouvelle dimension à la lutte de résistance, en s'inspirant de la stratégie de rupture des lignes de communication et de destruction des unités mobiles mises sur pied par les Français que pratiquaient déjà depuis quelques mois les guerriers dissidents de l'Adrar.

A partir de cette date, les *tlâmîd* Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn vont contribuer prioritairement à la pression qui s'exerce contre les pelotons méharistes français. En mai ce sont les chameaux d'Akjoujt qui sont raziés à proximité même du poste, puis le troupeau du peloton méhariste du Trârza est attaqué mais les assaillants sont repoussés ; quelques semaines après ce sont les chameaux du peloton du Tagant qui sont eux aussi visés.

Le principal succès des *tlâmîd* se situe un peu plus tard. Les 13 et 14 juin 1908, ils surprennent au pâturage le détachement méhariste français conduit par le capitaine Mangin à al-Muymân dans le Khatt, entre l'Adrar et le Tagant <sup>[40]</sup>. Le détachement est pratiquement anéanti (30 tirailleurs tués, ainsi que le capitaine Mangin lui-même et un sous-officier européen) et son troupeau est enlevé dans sa totalité. Il s'agit de l'une des principales victoires remportées par les résistants à l'occupation coloniale depuis fin 1902, et elle aura d'autant plus de retentissement que les troupes coloniales n'ont pas été submergées par le nombre comme au combat de Nyemlân en 1906, mais qu'elles ont été battues par une troupe quasi-régulière, bien entraînée et armée, guère supérieure en nombre (elle est estimée à 150 fusils), qui a submergé par sa bravoure et sa puissance de feu le détachement français qui semble n'avoir pas pris toutes les mesures de défense prévues. Cette victoire contribuera à précipiter l'évacuation d'Akjoujt, facilité par l'immobilisation des troupes montées.

La pression des *tlâmîd* se poursuit pendant les mois qui suivent. Peu après al-Muymân, ils surprennent et détruisent un petit détachement conduit par le vétérinaire Amiel ; celui-ci est tué avec 11 hommes. Cette pression s'exerce même bien au sud, dans des régions occupées depuis des années par les Français. En octobre 1908, un convoi revenant à vide de Moudjeria vers Kaedi sous la conduite du sergent Alle est surpris et détruit à Lafutar. Le sergent Alle est tué avec plusieurs de ses hommes, le *ghazi* est repoussé difficilement au nord de Moudjeria. Quelques jours après un contre-*ghazi* envoyé au nord d'Aleg s'égare et plusieurs hommes meurent de soif. Le mois suivant, le lieutenant Reboul est tué lors d'un accrochage à Agwishisht.

L'un des enjeux de ces combats, dont témoigne leur localisation, est de rompre les routes de communication et de ravitaillement de la colonne de l'Adrar, qui doit, sous la direction de Gouraud, porter un coup décisif à la dissidence en occupant le fief de la résistance. Le gros de cette colonne se rassemble au Tagant, tandis qu'une colonne mobile s'organise dans

l'Inshîri. Cette pression se poursuivra en décembre 1908, alors même que les deux colonnes font mouvement vers l'Adrar. Une série de pillages intervient au Trârza, au Brâkna et au Gorgol. Les troubles s'étendent même dans la région de Kiffa.

L'année 1908 a été vraisemblablement l'année la plus difficile de l'occupation coloniale du Sahara occidental. Une année où les troupes coloniales se sont trouvées constamment sur la défensive et ont même dû évacuer une partie des territoires occupés. La stratégie adoptée par les résistants s'est révélée efficace. Les deux attaques menées en 1905 et en 1906 contre Tijikja ont souligné la difficulté d'investir directement les postes français, bien défendus, en l'absence d'armes lourdes. Par contre la rupture des communications et du ravitaillement du poste d'Akjoujt a montré la possibilité d'obtenir le repli de l'occupant. Les forces cependant, malgré l'apport de quelques centaines de fusils modernes début 1908, restent disproportionnées. Les échecs mêmes de l'occupation coloniale vont contribuer à accélérer la réalisation de la dernière étape du programme de Coppolani : l'occupation de l'Adrar. Celle-ci va modifier encore la stratégie de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn qui se tourne un moment prioritairement vers le Maroc où la résistance du Makhzen à l'occupation coloniale espagnole et française s'effondre progressivement.

## L'occupation de l'Adrar et ses conséquences (1909-1912)

L'occupation de l'Adrar achève le programme de la colonisation de la Mauritanie tel que l'avait conçu Xavier Coppolani sans pour autant que s'éteigne la résistance, qui se déplace chez les « grands nomades » du Nord, et sans que soient encore occupées toutes les régions que se sont partagées l'Espagne et la France depuis 1900. Elle ne se fit pas sans difficultés et le chef de la « colonne de l'Adrar », le lieutenant-colonel Gouraud, dut réunir une troupe d'un millier d'hommes, avec un fort encadrement européen, et autant de chameaux de transport. Parti de Moudjéria, au Tagant, début décembre 1908, il force au prix de durs combats les passes de l'Adrar (combats d'Azwayga et d'Amatil dans les derniers jours de décembre) et entre à Atar le 9 janvier 1909. Il entreprend aussitôt la construction d'un poste militaire.

La suite de l'occupation reste cependant problématique. La colonne ne dispose alors de ravitaillement que jusqu'au 21 février et elle doit être ravitaillée d'urgence pour poursuivre son action. Installés à l'ouest, sur les pâturages alors exploitables de l'Inshîri et d'Azeffal, les dissidents vont poursuivre leur politique d'attaques contre les convois de ravitaillement et de rupture des lignes de communication française. Les luttes sont animées par l'émir, leader de la résistance locale, mais elles voient la participation croissante des grands nomades chameliers du Nord, mis en contact avec les troupes coloniales<sup>[41]</sup>, et elles bénéficient du soutien des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, toujours représentés par Shaykh Hasâna qui mène personnellement les forces, avec une forte proportion de *tlamîd*, qui interviennent à Amatil. Ces *tlamid* seront renforcés début 1909 en hommes et en armements provenant du nord.

Le harcèlement des routes d'accès à l'Adrar se révèle efficace et, les chaleurs venant, à partir de mars-avril 1909, la situation des troupes françaises en Adrar devient délicate. Les convois sont bloqués tant sur la route du Tagant que sur celle de l'Inshiri, après le combat d'Aghasremt, mené par un fort parti de *tlamîd* (190 fusils), où est tué le capitaine Bablon, second de Gouraud, et, de ce fait, se trouve empêchée la jonction avec les convois de

l'Inshîri. Finalement le commandant Frèrejean force le passage mais au prix de lourdes pertes dues essentiellement au manque d'eau (plus de 40 tirailleurs morts ou disparus) entre le 8 et le 16 mai. Le convoi, dégagé, remonte à marches forcées vers Atar où il arrive le 3 juin. Shaykh Sîdiyya Bâba s'est joint à l'expédition et il va séjourner plusieurs mois dans l'Adrar à côté de Gouraud, contribuant à renforcer l'emprise française sur les populations locales et à lutter contre l'influence des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn.

Le ravitaillement assuré, auquel s'ajoutent les prises en bétail sur les dissidents, l'occupation de l'Adrar entre dans une nouvelle phase, beaucoup moins favorable aux résistants. Pour des raisons climatiques et de sécurité, leurs troupeaux doivent se replier vers l'est, dans la région de Ouadane. Des pluies dans le nord entraînent le repli des grands nomades sur ces pâturages frais, retrait qui s'accroîtra progressivement. Pour les populations de l'Adrar c'est la *gatna*, la saison de cueillette des dattes, importante pour leur économie. L'accès aux palmeraies et aux pâturages conduit à un mouvement de soumission (*amân*) des tribus locales <sup>[42]</sup>. Des dissensions se manifestent entre les résistants, entre l'émir et son frère qu'il fera assassiner en juillet, entre l'émir et Shaykh Hasâna qui souhaiterait un engagement plus vigoureux. La venue en Adrar d'un autre fils du Shaykh, Shaykh at-Tâlib Khyar, va dans le sens d'une relation plus souple avec les Français. Un autre membre de la famille, al-Walî, incarne à ce moment la position la plus dure et prend la tête des *tlamîd*.

L'occupation de Chinguetti ((24 juillet) puis de Ouadane (30 juillet) place cependant les troupes coloniales à l'offensive. Une tentative d'attaque contre le poste d'Atar, arrêté à Qsar Turshân affaiblit les résistants ; les *tlamîd* et les Rgaybât n'ont pas vraiment participé au combat. L'heure est au rassemblement des troupeaux pour gagner le Nord où des pâturages sont disponibles. Des raids des forces coloniales sur Turîn (15 août), puis sur la Kadiya d'Idjîl (11 septembre) dispersent les troupeaux, faisant de nombreuses prises et accélérant le mouvement de repli vers le nord.

La conquête de l'Adrar est achevée. L'émir résistera à la tête d'une poignée de dissidents jusqu'à sa capture à Tishât (21 janvier 1913) mais les tribus se soumettent les unes après les autres ; les actions de l'émir dirigées autant contre les tribus soumises que contre le colonisateur ne facilitent pas la relance de la résistance et mettent un terme à la mobilisation du *jihâd*. La résistance s'organise alors sur un autre front, plus au nord, et elle est surtout le fait des « grands nomades » dont la figure achevée est celle du Rgaybî.

Le rôle que jouaient jusqu'alors les Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn va décliner brutalement. La mort du fondateur de la famille en octobre 1910 à Tiznit, l'échec des tentatives pour empêcher l'occupation coloniale du Maroc et renverser la dynastie <sup>c</sup>alawi qui ne peut s'y opposer, créent une situation nouvelle.

## L'échec du jihâd et des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn (1913)

Aux lendemains de l'avènement de Mawlay al-Hafid, obligé immédiatement de multiplier les concessions aux entreprises coloniales, Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn accorde une attention croissante aux affaires marocaines. En mai 1910, refusant ces concessions, il se proclame Sultan, élu de Dieu, chargé de rejeter les Chrétiens. Il rassemble une armée de *tlâmîd* et de guerriers levés dans les tribus sahariennes, qui se grossit de guerriers recrutés dans les

tribus de l'Anti-Atlas et du Sous et il marche sur Fès. Ses troupes sont dispersées dans la Tedla par celles du général Moinier et il doit se replier vers le sud où il meurt à Tiznit. Un peu plus d'une année plus tard, le Protectorat est imposé au Maroc et al-Hiba, reprenant les projets de son père, se proclame Sultan du Maroc en mai 1912. Il a rassemblé une armée qui occupe le Sous et qui marche sur Marrakech où il entre en avril 1913. Battu par le capitaine Mangin à Sîdi Bû ʿUthmân, il doit évacuer Marrakech puis le Sous. A cette date il est rejeté dans ses bases sahariennes.

Si l'effort principal des Ahl Shaykh Mâ al-ʿAynîn a porté pendant une courte période vers le nord, ils gardent en effet un intérêt pour le front saharien. Celui-ci s'est déplacé, nous l'avons déjà noté, depuis l'occupation de l'Adrar et mobilise surtout les « grands nomades » mais les fils du Shaykh conservent une certaine aura charismatique dans la région. Ils bénéficient aussi du prestige de leur politique marocaine qui a rassemblé très largement les tribus du sud de la montagne marocaine et a conduit al-Hiba jusqu'à Marrakech.

Au Sahara, leur action dépend de plus en plus du soutien des tribus nomades résistantes. La principale d'entre elles, les Rgaybât, s'est repliée au nord, depuis la conquête de l'Adrar, hors de portée des troupes coloniales, d'autant qu'elle est en majeure partie en ces circonstances installée en zone espagnole. L'état des pâturages leur permet aux Rgaybât de s'établir dans la Saqiya al-Hamrâ où on les observe, relativement groupés au début de 1913. L'administration coloniale et le gouvernement français suivent avec inquiétude l'évolution de la situation du fait des troubles au Maroc, craignant une relance du *jihâd*<sup>[43]</sup> et l'intervention de l'Allemagne ennemie nationale depuis 1870 et concurrente outremer<sup>[44]</sup>.

Le regroupement des grands nomades dans le nord, à proximité de Smâra, va favoriser les desseins des Ahl Shaykh Mâ al-ʿAynîn. Sous l'autorité de Muhammed al-Aghdaf, l'un des fils du Shaykh, de forts contingents de guerriers se regroupent autour d'un noyau aguerri de *tlâmîd*. Le but n'est plus de piller les tribus soumises mais d'affaiblir durablement les forces militaires méharistes françaises, dont les troupeaux ont déjà été harcelés à divers reprises. En janvier 1913, un gros *ghazi* comprenant 250 hommes armés de fusils à tir rapide selon certaines versions, 400 selon d'autres, en majorité des Rgaybât et des Awlâd D'laym, se réunit par petits paquets dans la Saqiya al-Hamrâ. Ils se rassemblent à Zûg et réussissent à s'infiltrer en Adrar sans attirer l'attention des unités méharistes françaises. Le 10 janvier ils surprennent à al-Buyrât, à proximité des puits d'Anajîm, le détachement monté dirigé par le lieutenant Martin et ils l'anéantissent presque complètement. Les quatre européens qui dirigent le groupe sont tués, ainsi que 45 tirailleurs sur 78, 11 partisans maures sur 50 et 7 des 24 bergers. La quasi totalité du troupeau de remonte est enlevé, 488 chameaux, ainsi que 15 000 cartouches et 50 fusils. Le *ghazi* remonte pour une part vers le nord avec ses prises tandis que quelques groupes se détachent pour aller piller en toute impunité plus au sud. L'affaire, qui intervient au moment où al-Hiba marche sur Marrakech, eut un grand retentissement parmi les populations soumises de l'Adrar et parmi les campements ralliés des grands nomades qui s'empressent de remonter dans leur ensemble vers le nord.

Le lieutenant-colonel Mouret, qui vient de prendre le poste de Commissaire général du Gouvernement et de commandant militaire en Mauritanie est partisan d'une démonstration de force pour attaquer et détruire les *ghazw* potentiels dans leur zone de rassemblement: la Saqiya al-Hamrâ et de l'oued Draʿa. Il en saisit le Gouverneur général de l'AOF qui donne

son accord de principe mais qui saisit à son tour le Ministre des Colonies. Celui-ci répond « que l'opportunité (de cette intervention) lui semble très contestable et de réalisation dangereuse dans les circonstances actuelles ». Il ajoute: « de l'ensemble de ces considérations il résulte que notre rôle doit, dans la situation présente tout au moins, se borner à une stricte défensive de l'Adrar »<sup>[45]</sup>. Le veto est clair, justifié par une appréciation des rapports de force qui n'est pas forcément favorable aux troupes coloniales et par des considérations de politique extérieure : la compétition avec l'Allemagne dans le sud-marocain a pris peu de temps avant un tour aigu. L'expédition envisagée oblige en outre à traverser des territoires qui sont dévolus à l'Espagne. Néanmoins, Mouret décide de forcer la main du Ministre et, sans attendre la réponse, rassemble ses forces pour mener une offensive éclair dans le nord dont l'objectif avoué est Smâra, le *qsâr* des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn. La dimension symbolique de l'expédition est bien marquée. Il s'agit de répondre au désastre d'al-Buyrât en frappant les Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn là où ils se sentent le plus en sécurité. Mais il s'agit aussi de prendre l'offensive pour empêcher, comme les rumeurs en courent avec insistance, Muhammed al-Aghdaf de rassembler une troupe de près de 1500 hommes bien armés pour attaquer Atar et Chinguetti.

Mouret réunit en toute hâte, à la Kadiyya d'Idjîl, 17 officiers et sous-officiers européens, 148 tirailleurs, 112 gardes méharistes et 118 auxiliaires. Lui-même part le 7 février de Tayaret et atteint Tazâdit (Kadiyya) le 15. Il marche directement sur la Galta de Zammûr franchissant 380 kilomètres sans eau et surprenant les premières forces adverses, à savoir un *amajbûr* descendant vers le sud qui perd 5 tués et 30 chameaux. Les campements sont beaucoup plus au nord et l'alerte va être rapidement donnée. La colonne de Mouret atteint la galta du Zammûr le 21 février ; le 27 elle abreuve à Amgalla et poursuivant sa marche sans coup férir dans un pays vide elle entre à Smâra le 28 février 1913 et l'occupe jusqu'au 2 mars. Le *qsar* sera pillé et en partie détruit pour saper l'autorité de la famille.

En fait Muhammed al-Aghdaf est en train de rassembler à l'est de forts contingents militaires. Mouret décide néanmoins de poursuivre sa route vers le nord pour accrocher l'adversaire. Des prisonniers confirment que Muhammed al-Aghdaf a déjà rassemblé près de 800 hommes prêts à marcher vers le sud. On trouve parmi eux des Rgaybât, des Tekna, des Awlâd D'laym et un fort contingent de *tlâmîd* des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn ainsi que d'irréductibles dissidents de Mauritanie. La colonne Mouret suit le cours de la Saqiya al-Hamrâ, entraînant la fuite massive des campements qui se dirigent vers la Hamâda proche. Mouret décide de ne pas les poursuivre et de chercher le contact avec les détachements armés. Le 7 mars, il campe dans wad Taglyât où il stationne le 8 et le 9. La présence des dissidents est confirmée à proximité et plusieurs éclaireurs disparaissent. Un détachement qu'il envoie à l'arrière-garde, sous la conduite du lieutenant Bartholomé, est accroché sous un feu puissant, mais il réussit à tenir ses positions jusqu'à l'arrivée de renforts dirigés par Mouret à la tombée de la nuit. La fusillade durera toute la nuit et se poursuivra durant la journée du 10 mars. Au matin, le lieutenant-colonel Mouret envoie un détachement sur sa droite, pour tourner l'ennemi, sous les ordres du lieutenant Morello. Mais les forces dissidentes se sont aussi renforcées pendant la nuit et, après qu'une mitrailleuse se soit enrayée, le détachement est presque anéanti, le lieutenant Morello étant tué presque immédiatement. C'est un échec pour Mouret qui a perdu 22 tués et 37 blessés et qui doit décrocher sous la pression du feu des dissidents retranchés dans un terrain rocheux qui leur est favorable. Il donne l'ordre du repli vers la Kadiyya d'Idjîl qui est atteinte en bon ordre et

sans nouvelles attaques. La colonne est de retour à Atar le 28 mars.

Les dissidents ont manqué une occasion de détruire la colonne qui s'était risquée aventureusement loin de ses bases ; ils ont craint d'exposer leurs campements et troupeaux proches. La colonne Mouret est un échec sur le plan militaire mais aura un grand retentissement politique en soulignant que les zones-refuges des grands nomades ne sont pas inexpugnables et peuvent être atteintes par les Français ou leurs alliés. Mouret qui a su maintenir les pertes de la colonne à un taux raisonnable peut revendiquer ce succès politique et affronter l'indignation des autorités mises devant le fait accompli. Le coup porté aux Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn est aussi symbolique : en occupant et détruisant en partie le *qsar* de Smara, c'est l'image charismatique du Shaykh et de sa famille qui est atteinte. Plus encore que l'échec à chasser le colonisateur hors du Maroc cette agression scelle le déclin de leur rôle dans l'Ouest-saharien.

## Le déclin de l'influence des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn

### Après le décès du Shaykh (octobre 1910)

La période de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale et les difficultés d'occupation par la France du sud-marocain, masquent quelque peu ce déclin des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn. L'entrée en guerre de la Turquie ottomane, grande puissance islamique, est crainte par les Français pour ses retentissements locaux<sup>[46]</sup>. Des contacts sont aussi régulièrement dénoncés entre les Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et les Allemands sans cependant qu'il en résulte de troubles sérieux durant les premières années de la guerre. A cette époque Taza est occupé et une jonction est établie avec le sud-algérien. Les forces françaises occupent définitivement le Sous et se rapprochent progressivement d'Ifni, théoriquement espagnol, et du Sahara.

Les troubles reprennent avec plus d'intensité à la suite de la décision prise par Lyautey en 1917 de marcher sur le Tafilalat et de l'occuper. Les troupes coloniales devront se retirer et cette offensive est l'occasion de la reconstitution d'un bloc de résistance dans le sud-marocain, autour d'al-Hiba en particulier, incluant des tribus du sud de l'Atlas, les Tekna, les Awlâd Bûsba<sup>c</sup>, etc. La résistance se poursuivra et se développera en 1918.

La situation dans cette région est compliquée, pour les Français, par la faiblesse de l'implantation espagnole dans les zones que leur ont réservées les précédents traités. Le Sahara espagnol, où n'est implanté qu'un nombre restreint de troupes, tenant quelques postes côtiers, reste une zone refuge pour les tribus du nord du Sahara. La contrebande d'armes y est florissante et les *ghazw* s'y constituent en toute tranquillité. Le lieutenant-colonel Benz, gouverneur de ces régions depuis 1906, tenant compte de ses faibles effectifs, préfère pratiquer une politique d'alliance et d'attraction à l'égard des tribus. Il négocie en particulier avec les fils de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, tel Muhammed al-Aghdaf auquel le gouvernement espagnol fournit une solde et des subsides. Il attend pour le reste que la pacification des tribus sud-marocaines et sahariennes soit achevée par les Français.

Ceux-ci sont conscients d'un certain recul du rôle de cette famille religieuse qui avait incarné toutes leurs craintes, mais aussi leurs difficultés, dans la décennie précédente. Des contacts

sont pris après 1913, comme le souligne cette note, non datée mais remontant à la période de la guerre mondiale:

"Au cours des négociations, les Cheikh des Regueibat et l'émir de l'Adrar ont fait connaître qu'ils étaient les mandataires officieux des frères d'el-Hiba, encore campés sur les bords de la Seguia el-Hamra et du Dra dans une attitude rebelle. Laghdaf, Merebbi Rebbou, Taleb Khiaf et les autres fils de Ma el-Aynin, revenus de leurs ambitions chérifiennes, voudraient bien vivre en excellents termes avec nous, maintenant, rentrer en possession de leurs biens séquestrés<sup>[47]</sup>, et jouir de l'ensemble des facilités de pâturage, d'aiguade et de commerce départis aux tribus maures. Il faut donc sonder le terrain. Il semble bien d'ailleurs que leur situation de plus en plus précaire exige une prompt solution, car sans attendre la réponse de leurs émissaires officiels, ils viennent de mettre en route plusieurs de leurs telamides pour régler définitivement cette question.

Dans ces négociations, el-Hiba, le chef de la famille n'apparaît pas. Ses frères affectent de traiter en dehors de lui et sans avoir été ni approuvés ni reniés par lui. L'impression générale est que le prétendant, parfaitement au courant de ces tractations, les encourage en sous-main. Il désirerait se rendre compte de la situation et des avantages faits à ses frères pour avoir ensuite par leur canal plus et mieux. Mais ici la question devient plus spécifiquement marocaine et a encore besoin d'être mûrie par l'intime collaboration qui unit les deux gouvernements depuis le jour où s'est posé le problème de leurs confins"<sup>[48]</sup>.

Tentant toujours de préserver une façade commune, les nombreux fils de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn suivent en fait des voies et des stratégies divergentes qui pourront devenir source de conflits mais qui, dans l'immédiat, remettent en question l'unité de la ligne religieuse et politique qu'incarnait le Shaykh. Certaines de ces divisions apparaissaient déjà du vivant de celui-ci, ainsi que nous l'avons vu au moment de la conquête de l'Adrar. La mort du fondateur ne peut que les accentuer. Elles tiennent aux lieux où ils s'installent, aux partenaires coloniaux auxquels ils ont à faire, aux choix de vie, religieux ou guerrier, etc.

La principale distinction opère cependant entre ceux que G. Désiré-Vuillemin<sup>[49]</sup> appelle les « sédentaires » et, à l'inverse, les « nomades ». Les premiers sont regroupés initialement autour d'al-Hiba et s'orientent vers les riches régions agricoles du Sous ou vers les tribus semi-sédentaires de l'Anti-Atlas. Les seconds sont tournés vers les tribus sahariennes. L'un des fils de Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, Muhammed al-Aghdaf négociera rapidement avec les Espagnols, il sera rejoint plus tard par Shaykh Murabbi Rabbu (1886-1942), un autre lieutenant d'al-Hiba, Shaykh at-Tâlib al-Khyar, se ralliera en 1919 aux Français dans des conditions sur lesquelles je reviendrai.

Une certaine façade unitaire subsistera jusqu'à la mort d'al-Hiba, qui se produit le 23 juin 1919 et qui restera un temps secrète pour régler les questions de succession, en particulier celle de prétendant au trône chérifien. Des lésardes apparaissent alors très rapidement. C'est Murabbi Rabbu qui est finalement choisi comme successeur et prétendant après de longues négociations qui impliquent les alliances des tribus sud-marocaines et sahariennes. Il ne sera cependant jamais réellement reconnu comme tel par l'ensemble de ses frères et la mort, mystérieuse<sup>[50]</sup>, de son frère et principal concurrent, Sîdi Na<sup>c</sup>ama, en 1921, ne contribue pas à renforcer cette unité ébranlée. La direction des opérations militaires et la

responsabilité spirituelle de la dissidence échappent alors définitivement aux Ahl Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn <sup>[51]</sup>.

Sans que les échéances s'en soient manifestées de manière aussi proche que prévue dans la précédente note, la relative marginalisation des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn, sinon leur soumission effective, qui se fera pour une part auprès des Espagnols, est une dizaine d'années plus tard bien marquée. Mamadou Ba <sup>[52]</sup> décrit au début des années 1930 une famille profondément divisée où chacun des fils de Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn a mené ses affaires selon ses intérêts personnels. Shaykh at-Tâlib al-Khyar, soumis aux Français est alors installé à Atar. Muhammed al-Aghdaf est l'intermédiaire privilégié des Espagnols qui lui versent une pension substantielle. Il nomadise en territoire espagnol entre Ifik et Dra<sup>ç</sup>, souvent installé au puits de Tafûdarât. Al-Walî Buya, qui menait en 1909 l'attaque contre Qsâr Turshân, accusé d'avoir trempé dans l'empoisonnement de Sîdi Na<sup>ç</sup>ama, nomadise dans les environs de Smâra avec la famille de deux de ses frères: Muhammed Fadhîl et Shaykh Hasâna. Vivent à proximité de lui mais en totale indépendance quatre autres fils de Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn, frères utérins, sous la direction de Diah. Muhammed Bishra est installé seul chez les Awlâd <sup>ç</sup>Abd al-Wahad en territoire espagnol. L'aîné et le plus riche, Shaykh Shabanna, mène ses activités chez les Awlâd D'Iaym. Murabbi Rabbu pour sa part a du lui aussi se réfugier en territoire espagnol d'où il tente de faire reconnaître son influence, non sans difficultés.

## L'évolution de la résistance : ghazw et chef de ghazw

La résistance à la colonisation continuera cependant à inspirer pour une part les rassemblements qui opèrent contre les Français dans le sud-marocain. Au Sahara, cette résistance se conjugue avec de véritables entreprises, souvent organisées sur le modèle des entreprises commerciales, de pillage des biens, troupeaux et esclaves en particulier qui, s'ils visent parfois en priorité les groupes méharistes français, y cherchent avant tout leur remonte en armes et en moutures. Ces *ghazw* s'organisent autour de chefs plus ou moins éphémères, audacieux et aguerris, qui rassemblent autour d'eux des guerriers d'origine souvent assez diverses. Ces chefs appartiennent de moins en moins aux Ahl Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn. Ce relatif retrait des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn est d'autant plus visible qu'ils ont joué un rôle central dans la période immédiatement précédente. On peut évoquer en contrepoint la place qu'occupe dans la résistance, le Kunta Shaykh <sup>ç</sup>Abidîn. Celui-ci est un des fils de Shaykh Sîdi M'Hammed al-Kunti, dont la mort, en 1865, met un terme à un projet d'implantation dans la même région où Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn s'établira ensuite. Shaykh <sup>ç</sup>Abidîn revint dans l'Azawad d'où était originaire son père. Il échappa à l'avancée française au Soudan en utilisant ses bonnes relations avec les Touaregs du Ahaggar, puis avec les populations du sud-algérien et du Tafilalat où il s'installa un temps avant d'en être chassé par l'avancée des Français. Il continuera à mener de nombreux *ghazw* contre la Mauritanie et le Soudan jusqu'à sa mort en 1927. Son fils, Shahit uld <sup>ç</sup>Abidîn s'associa à la plupart des attaques qui eurent lieu ensuite jusqu'à la pacification définitive du nord du Sahara en 1934 <sup>[53]</sup>.

Les *ghazw*, attaquant souvent les Groupements nomades coloniaux pour s'assurer un espace sécurisé de pillage des tribus administrées par les Français, sont recrutés essentiellement

parmi les grands nomades du Nord, mais s'organisent aussi parfois autour de figures religieuses charismatiques qui les mènent au combat. C'est le cas de Muhammed Taqi Allah uld <sup>°</sup>Alî Shaykh uld Muhammed Fadhîl uld <sup>°</sup>Abaydi, issu d'une branche collatérale des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>°</sup>Aynîn qui s'était installée dans l'Adrar<sup>[54]</sup>. On l'appelle plus souvent par son nom de guerre Wadjaha. Tué en 1924, il sera remplacé par son frère Mohammed Mamûn qui survivra pour sa part à cette période de conflits meurtriers.

Ces chefs peuvent être aussi des nomades issus des rangs tribaux qui s'imposent par leurs savoirs, leur énergie... et leur chance qui leur permet de survivre au combat. Chez les Rgaybât, Ismâcîl uld Bardi et Ahmad uld Hammadi sont deux figures exemplaires de ce point de vue. Les *ghazw* dont le principal objet est le butin en bétail, instrument de redistribution des richesses et de recomposition des positions de pouvoir, changent ainsi de nature. Ils sont de plus en plus souvent organisés comme de véritables entreprises commerciales par commandite, financées par de riches éleveurs ou commerçants grâce aux prêts <sup>°</sup>*atîla* qui permettent aux guerriers démunis de se procurer monture, harnachement et armement en contrepartie de parts de butin. Y participent des guerriers aguerris et bien armés, grossis d'un flot régulier de déserteurs des groupements méharistes français, menés par des chefs expérimentés, connaissant toutes les pistes et les puits du désert.

## Le ralliement de Shaykh at-Tâlib Khyar (1919)

La plupart des fils de Shaykh Mâ al-<sup>°</sup>Aynîn verront leurs intérêts s'orienter vers la colonie espagnole où ils s'installeront avec leur descendance. La principale exception est celle de Shaykh at-Tâlib Khyar dont le ralliement aux Français eut un retentissement particulier et marque la fin des relations conflictuelles entre l'administration coloniale et la famille qui avait hanté ses premiers temps de la colonisation. Shaykh at-Talîb Khyar, qui avait fait toutes ses études auprès de son père, fut nommé par son frère al-Hiba *qâyd* de Tarûdant lorsque celui-ci entreprit d'occuper le trône du Maroc. Il avait cependant des intérêts directs en Adrar où il avait épousé la fille de Shaykh Muhammed Fadhîl al-<sup>°</sup>Abaydi et où il possédait d'importantes palmeraies. Il fut un temps, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le représentant de son père, Shaykh Mâ al-<sup>°</sup>Aynîn et de la *fadhîliyya* dans cette région et il avait lui-même recruté des disciples parmi les tribus de l'Adrar, chez les Idayshilli en particulier, ainsi que parmi certains *tiyyab* des Awlâd Akshâr.

Il décida de négocier avec les Français quand ceux-ci eurent occupé l'Adrar et qu'il lui apparut qu'ils y étaient solidement implantés. Il avait poussé déjà son frère Shaykh Hasâna dans le sens de la conciliation en 1909 lors de l'occupation du massif. Il demanda l'intercession de Shaykh Sîdiyya Bâba pour obtenir *l'aman* et se rendit à Atar puis à Saint-Louis pour signer une convention de paix. L'ouverture de négociations avec Shaykh at-Tâlib al-Khyar apparaît comme un événement considérable aux yeux des autorités françaises qui ont eu de fait à affronter cet adversaire redoutable tant au Maroc qu'au Sahara. Ces pourparlers font même l'objet d'une lettre officielle du Gouverneur général de l'AOF, Angoulvant, au Ministre des colonies, en date du 5 mars 1919. Les autorités françaises du Protectorat sont aussi consultées. Il s'agit de ne pas favoriser ceux qui, suivant al-Hiba, mènent encore la résistance en pays « sédentaire », dans le sud-marocain, mais de ne pas gêner par ailleurs l'éventuel ralliement des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>°</sup>Aynîn « nomades », généralement liés aux Espagnols qui peuvent contribuer à restreindre les activités des

« grands nomades » qu'ont alors à affronter les Français. C'est ce point de vue qui ralliera les consultants et qui fait accepter la soumission de Shaykh at-Tâlib Khyar.

Shaykh at-Tâlib al-Khyar arrive dans ces conditions le 29 mars 1919 à Atar et commence des négociations qui se termineront avec sa visite à Dakar où il rencontre le Gouverneur général de l'AOF en juin 1919. Il est conduit et présenté par Shaykh Sîdiyya qui l'incite à obtenir la soumission de ses frères.

Les conditions qui lui sont imposées sont à peu près celles prévues initialement. Il doit résider dans un périmètre déterminé et il laissera un fils en otage à Atar dans une « bonne famille ». Lui et les siens remettent toutes leurs armes, sauf celles de chasse. Il s'engage enfin à ne se mêler en aucun domaine de la politique intérieure de la Mauritanie. De son côté le Gouverneur général Angoulvant lui donne l'autorisation de percevoir la *hadiyya* auprès de ses disciples. La restitution des biens des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn dans l'Adrar est par ailleurs consentie. Elle ne s'effectuera d'ailleurs pas sans problèmes car une partie des palmiers ont été cédés aux Smâsîd en compensation de ceux abattus pour la construction du poste!

S'agissant de ses frères, il apparaît rapidement que Shaykh at-Tâlib al-Khyar ne parle en définitive qu'en son nom, même s'il a du vraisemblablement négocier sa soumission avec leur accord. Apprenant la mort d'al-Hiba alors qu'il séjourne à Boutilimit auprès de Shaykh Sîdiyya, il envoie une lettre à Murabbi Rabbu et à Sîdi Na<sup>c</sup>ama, les deux prétendants à sa succession, en août 1919, leur demandant, ce qui ne l'engage en rien, de se présenter de leur côté au Résident français au Maroc. Sa lettre restera sans écho et son frère « nomade » le plus influent, Muhammed al-Aghdaf laisse entendre, devant ses sollicitations, en partie contraintes, qu'il ne se ralliera aux Français que si ceux-ci lui font des conditions meilleures que celles que lui offrent les Espagnols.

## Conclusions

En croisant l'abondante littérature coloniale, privilégiant alors les sources françaises, et l'enquête auprès des descendants actuels de la famille, dans l'Adrar mauritanien essentiellement, j'ai tenté de replacer l'action du Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn et de ses fils dans le contexte tribal au sein duquel elle se situe. Les archives sont riches d'informations, à la mesure de l'importance qui a été accordée au Shaykh par l'administration coloniale. Elles dessinent cependant une image des figures concernées qui légitime, et souvent surestime, cette importance en attribuant aux Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn un projet idéologique et politique d'une grande cohérence – celui d'un panislamisme militant qui porterait à cette époque son regard vers l'empire ottoman – et, plus concrètement, en déduit l'ensemble des difficultés qu'ont rencontrées les forces françaises pour soumettre les populations de l'Ouest-saharien.

Certes l'histoire des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle est étroitement associée à la résistance à la colonisation européenne, au Sahara et au Maroc, et le rôle qu'ils ont joué dans cette résistance a contribué à leur renommée et à leur grandeur. Elle s'inscrit de ce point de vue dans une histoire séculaire, celle des populations des périphéries du *makhzen* marocain, qui ont de longue date contribué à la résistance aux

agressions extérieures, et fourni aussi de nouvelles dynasties. La Saqiya al-Hamrâ est l'axe d'une vaste région qui a joué ce rôle auparavant mais présente aussi un environnement désertique qui spécifie ce rôle. Cette région est peuplée de tribus d'éleveurs nomades qui depuis plus d'un millénaire contribuent en vagues successives au peuplement de l'Ouest-saharien. La colonisation française de cette partie du désert saharien, s'effectuant à partir du sud, donnera une importance particulière à ce front de résistance saharien. L'action des Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn se développera en fonction de cette double conjoncture.

Cette action traduit aussi le charisme particulier d'un individu, le Shaykh fondateur, originaire du sud de l'Ouest-saharien, issu d'un monde tribal remodelé par les courants soufis qui traversent ces régions au XIX<sup>e</sup> siècle. Plus que tout autre des leaders de ces courants soufis, il saura utiliser les affiliations confrériques pour transcender les appartenances tribales, s'appuyant sur la lignée familiale mais créant un réseau de fidélités et de solidarités qu'incarnent ses *tamid* guerriers, caressant un projet politique plus vaste peut être quand il se tourne vers le Maroc, ou s'installe à Smara. Le thème du *jihâd* permettra de développer un temps ce projet, s'appuyant sur les fonctions du « commandeur des croyants » pour animer la résistance sur les fronts marocains et sahariens, allant même, lui et son fils al-Hiba à remettre en question la légitimité dynastique quand les Sultans seront obligés de donner des gages aux colonisateurs.

Le courant de la colonisation, irrésistible à l'époque, contre lequel il animera tous les combats d'arrière garde, amènera le Shaykh, puis sa descendance, à réduire progressivement l'échelle de la résistance. L'occupation de l'Adrar mauritanien, puis l'établissement du Protectorat sur le Maroc, voient se réduire les ambitions du *jihâd*, alors que la résistance se réorganise autour des tribus nomades qui la perpétueront jusqu'en 1934. Les difficultés de l'Espagne à occuper l'espace colonial qui lui est assigné, et l'irréductibilité des populations du sud-marocain contribuent fortement à ce long délai de l'établissement de la « paix coloniale ». La place qu'occupent les Ahl Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn dans l'organisation de cette résistance devient secondaire après 1920, les intérêts divergents des grandes figures qui ont succédé au Shaykh contribuant à ce progressif effacement politique.

## Références bibliographiques

ABITBOL, Michel (1986) : « Jihâd et nécessité : le Maroc et la conquête française du Soudan Occidental et de la Mauritanie », *Studia Islamica*, n° 63, pp. 159-178.

BA, Ahmadou Mamadou (1932) : « L'Émirat de l'Adrar mauritanien de 1872 à 1908 », *Bulletin trimestriel de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran*, n° 53, fasc. 190-191, pp. 83-119 et 263-298.

BA, Ahmadou Mamadou (1933) : « Les tribus secondaires du Sahel mauritanien », *Bulletin de la Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran*, n° LIV, pp. 163-182.

BONTE, Pierre (1998) : « L'émirat de l'Adrar. Histoire et anthropologie d'une société tribale du Sahara occidental », Thèse de doctorat d'Etat en ethnologie et anthropologie sociale, Paris, EHESS.

BONTE, Pierre (2000) : « Shaykh Sîdî M'Hammed al-Kuntî. Une figure oubliée du Sahara

occidental au XIX<sup>e</sup> siècle », *Al-Maghrib al-Ifriqî*, Université Mohammed V – Souissi, Institut des Etudes africaines, Rabat, n° 1, pp. 77-124.

BONTE, Pierre (2004) : « Les commerçants 'marocains' et autres dans l'Adrar mauritanien. La vocation commerciale des Maures », in L. MARFAING et S. WIPPEL (sous la direction de), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, Paris, Berlin, Editions Karthala et ZMO, pp. 231-250.

BONTE, Pierre (2004a) : « La conquête coloniale de l'Adrar. Soumissions et résistances », Actes du Colloque International sur la Mauritanie de 1899 à 1999. Cent ans d'histoire, *Masadir*, Université de Nouakchott, n° 3, pp. 37-82 (en date 2002).

BONTE, Pierre (2007) : « L'appel au *jihâd* et le rôle du Maroc dans la résistance à la conquête du Sahara (1905-1908) », *Journal de la Société des Africanistes*, n° 76 (2), pp. 101-135.

BONTE, Pierre (2008) : *L'émirat de l'Adrar mauritanien. Harîm, compétition et protection dans une société tribale saharienne*, Paris, Karthala.

BONTE, Pierre (2011) : *La Saqiya al-Hamrâ. Berceau de la culture ouest-saharienne*, Casablanca, La Croisée des chemins.

BONTE, Pierre (à paraître) : « Frontières coloniales et parcours nomades. L'enjeu pastoral », *Hespéris*.

DEPONT O. et Xavier COPPOLANI (1897) : *Les confréries religieuses musulmanes*, Alger, Adolphe Jourdain.

DÉSIRÉ-VUILLEMIN, Geneviève (1962) : *Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934*, Dakar, Clair Afrique.

FREREJEAN, commandant (1995) : *Mauritanie. 1903-1911. Mémoires de randonnées et de guerres au pays des Beïdanes*, Paris, Karthala (présenté et annoté par G. Désiré-Vuillemin).

LYDON, Ghislaine (2009) : *On Trans-Saharan Trails. Islamic Law, Trade Networks and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

MICHAUX-BELLAIRE, Ed. (1907) : « Une fetoua de Cheikh Sidia », *Archives marocaines*, n° 11, pp. 129-153.

MONTANÉ-CAPDEBOSC, colonel (1909) : « La question de la Mauritanie », *Renseignements coloniaux*, n° 5, pp. 93-99.

OULD CHEIKH, Abdel Wedoud (1985) : « Nomadisme, Islam et Pouvoir politique dans la société maure précoloniale (XI<sup>ème</sup> siècle-XIX<sup>ème</sup> siècle). Essai sur quelques aspects du tribalisme », Thèse de sociologie, Université Paris V René Descartes.

OULD KHALIFA, Abdallahi (1991) : « Les Aspects économiques et sociaux de l'oued Tijikja: de la fondation du ksar à l'Indépendance (1660-1960) », Thèse d'histoire, Paris I.

PIGA, Adriana (2006) : « Colonialisme français et savoirs islamiques en AOF, entre marginalisation et émergence de nouvelles identités », in Adriana PIGA, *Les Voies du Soufisme au sud du Sahara. Parcours historiques et anthropologiques*, Paris, Karthala, pp. 157-180.

SALVY, capitaine G. (1951) : « Les Kounta du Sud Marocain », *Travaux de l'Institut de Recherches saharien*, n° VII, pp. 161-186.

[\*] Directeur de recherche émérite au CNRS. Laboratoire d'anthropologie sociale, Collège de France, Paris

[1] C'est vers ces sociétés que se tournera d'ailleurs le frère le plus célèbre de Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn, Shaykh Sa<sup>ç</sup>ad Bû, mort et enterré à une centaine de kilomètres de la vallée du fleuve Sénégal.

[2] BONTE, Pierre (2011) : *La Saqiya al-Hamrâ. Berceau de la culture ouest-saharienne*, Casablanca, La Croisée des chemins.

[3] BONTE, Pierre (à paraître), « Frontières coloniales et parcours nomades. L'enjeu pastoral », *Hespéris*.

[4] BONTE, Pierre (2004) « Les commerçants "marocains" et autres dans l'Adrar mauritanien. La vocation commerciale des Maures », in L. MARFAING et S. WIPPEL (sous la direction de), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, Paris, Berlin, Editions Karthala et ZMO, pp. 231-250 ; LYDON, Ghislaine (2009) : *On Trans-Saharan Trails. Islamic Law, Trade Networks and Cross-Cultural Exchange in Nineteenth-Century Western Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

[5] BONTE, Pierre (2000) : « Shaykh Sîdî M'Hammed al-Kuntî. Une figure oubliée du Sahara occidental au XIX<sup>e</sup> siècle », *Al-Maghrib al-Ifrîqî*, Université Mohammed V – Souissi, Institut des Etudes africaines, Rabat, n° 1, pp. 77-124.

[6] Mawlay <sup>ç</sup>Abd al-<sup>ç</sup>Aziz facilite les projets du Shaykh de construire un *qsar* qui accueille sa famille et ses entreprises au Sahara. Il finit par s'établir un temps dans une maison qu'il fait construire à Dar al-Hamrâ sur la Saqiya, puis non loin à al-Mltga, et il se décide en 1898, peu après sa première visite au Sultan, à bâtir à Smara une *qasbah*, une *zâwiyya*, une mosquée et une bibliothèque. À peine les constructions achevées, il quittera Smara jugée trop exposée aux coups de main des Français. Il gagne alors Tiznit où il séjournera jusqu'à sa mort en octobre 1910.

[7] Il s'agit là bien évidemment des menées allemandes, ou attribuées aux Allemands.

[8] FREREJEAN, commandant (1995) : *Mauritanie. 1903-1911. Mémoires de randonnées et de guerres au pays des Beïdanes*, Paris, Karthala (présenté et annoté par G. Désiré-Vuillemin) : p. 104.

[9] Le Sultan du Maroc n'exerce pas une autorité politique ou militaire directe sur ces régions sahariennes mais détient une légitimité religieuse reconnue. S'agissant de l'ambassade des Smâsîd, il faut remarquer d'abord qu'elle s'adresse à Shaykh Mâ al-<sup>ç</sup>Aynîn dont l'autorité politique et spirituelle est bien plus proche, et qui est un Saharien d'origine. Elle intervient dans un contexte de troubles graves en Adrar après la mort de l'émir Ahmed uld Sîd'Ahmed. Elle vient en outre après le grave conflit qui a opposé la majorité des Smâsîd à cet émir quelques années avant. Cf. BONTE, Pierre (1998) : *L'émirat de l'Adrar. Histoire et anthropologie d'une société tribale du Sahara occidental*, Thèse de doctorat d'Etat en

ethnologie et anthropologie sociale, Paris, EHESS.

[10] Qui se manifeste par le versement d'une taxe de pacage, égale à 1/40 du troupeau quand elles sont en territoire sous contrôle français, et d'une taxe commerciale égale à un dixième des marchandises quand elles viennent y commercer.

[11] PIGA, Adriana (2006) : « Colonialisme français et savoirs islamiques en AOF, entre marginalisation et émergence de nouvelles identités », in Adriana PIGA, *Les Voies du Soufisme au sud du Sahara. Parcours historiques et anthropologiques*, Paris, Karthala, pp. 157-180.

[12] DEPONT, O. et Xavier COPPOLANI (1897) : *Les confréries religieuses musulmanes*, Alger, Adolphe Jourdain.

[13] On parle parfois de la « guerre des marabouts » pour désigner ce mouvement né parmi les tribus berbérophones du sud-ouest de la Mauritanie, qui proclame le *jihâd* pour restaurer l'islam dans les États soudanais voisins, puis dans les sociétés tribales de la région. L'échec du mouvement contribuera à la formation des émirats maures.

[14] OULD CHEIKH, Abdel Wedoud (1985) : « Nomadisme, Islam et Pouvoir politique dans la société maure précoloniale (XI<sup>ème</sup> siècle-XIX<sup>ème</sup> siècle). Essai sur quelques aspects du tribalisme », Thèse de sociologie, Université Paris V René Descartes.

[15] Traduction de MICHAUX-BELLAIRE, Ed. (1907) : « Une fetoua de Cheikh Sidia », *Archives marocaines*, 11, pp. 129-153.

[16] Il s'agit du *hijra* que pratiqueront certains musulmans de l'Ouest-saharien.

[17] Ils sortent aussi d'un long conflit avec les Awlâd Abyayri, la tribu de Shaykh Sîdiyya Bâba.

[18] Cité par Abdallahi ould Khalifa d'après une traduction de Muhammed al-Shannafi. OULD KHALIFA, Abdallahi (1991) : « Les Aspects économiques et sociaux de l'oued Tijikja : de la fondation du ksar à l'Indépendance (1660-1960) », Thèse d'histoire, Paris I.

[19] BONTE, Pierre (2007) : « L'appel au *jihâd* et le rôle du Maroc dans la résistance à la conquête du Sahara (1905-1908) », *Journal de la Société des Africanistes*, n° 76 (2), pp. 101-135.

[20] Abitbol, Michel (1986) : « Jihâd et nécessité : le Maroc et la conquête française du Soudan Occidental et de la Mauritanie », *Studia Islamica*, n° 63, pp. 159-178.

[21] La démarche est appuyée sur quatre lettres, l'une du « chef des notables » de Tombouctou, la seconde du *qâdî* de cette ville, la troisième du chef des Kunta et la quatrième d'Ahmadou Shaykhu, roi toucouleur de Segou.

[22] ABITBOL, op. cité, 1986.

[23] ABITBOL, op. cité, 1986 : 170)

[24] Mawlay ʿAbd al-Azîz est renversé en 1908 pour cause de faiblesse à l'égard des

pressions coloniales. Il est remplacé en 1908 par son frère Mawlay al-Hafid, lui-même contraint d'abandonner le pouvoir lors de l'établissement du Protectorat, en 1912.

[25] FREREJEAN, op. cité, 1995 : 374.

[26] Archives du Ministère de la France d'outremer. Série Mauritanie IV. Dossier 2.

[27] La position de Shaykh Sa<sup>c</sup>ad Bû lui-même, l'un des plus anciens alliés lui aussi des Français, et lié à eux par des intérêts évidents, n'est pas très claire à cette période. Des accusations de contact avec Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn, son frère, sont portées contre lui par les autorités coloniales. En fait, il semble être resté dans une position de prudente attente qui n'exclut pas des contacts réguliers avec la dissidence.

[28] OULD KHALIFA, op. cité, 1991.

[29] Il est à cette époque un allié privilégié aux yeux des Français et il a reçu d'eux 50 fusils modernes pour armer des partisans et défendre le *qsâr* de Rashîd contre les dissidents.

[30] Cette lettre n'est parvenue aux autorités françaises qu'au début de 1907, ce qui semble prouver que Shaykh Sîdiyya lui-même gardait une certaine prudence et ne s'empressait pas d'informer ces autorités des velléités de dissidence de certains chefs sahariens. Rappelons que la voie confrérique des Ahl Shaykh Sîdiyya est fortement liée dès l'origine à la *qâdiriyya* kunta dont Muhammed al-Mukhtâr apparaît comme l'un des leaders spirituels et politiques.

[31] Archives nationales du Sénégal. Dossier 12 G 2.

[32] BONTE, op.cité, 2007.

[33] BA, Ahmadou Mamadou (1932) : « L'Émirat de l'Adrar mauritanien de 1872 à 1908 », *Bulletin trimestriel de la Société de géographie et d'archéologie d'Oran*, n° 53, fasc. 190-191, pp. 83-119 et 263-298.

[34] Ministère de la France d'outremer. Mauritanie IV. Dossier 2 bis.

[35] Ainsi la lettre, en date du 6 décembre 1906, de M. Robin, gérant le consulat de France à las Palmas qui souligne l'importance de la contrebande de guerre dans les ports des Canaries. Des fusils et des munitions arriveraient par les paquebots de la compagnie allemande Woerman de Hambourg; de petits bateaux les transportent sur la côte d'Afrique. Outre les Allemands et les Belges on trouve aussi impliqués dans cette contrebande les Espagnols eux-mêmes. L'auteur cite un vapeur de la compagnie Ruis Torrés et Cie de Barcelone qui a débarqué récemment 5000 cartouches. Les officiers des garnisons espagnoles du Rio de Oro feraient eux-mêmes de la contrebande et ne partiraient jamais pour cette colonie « sans emporter une pacotille d'armes de guerre, de revolvers principalement, qu'ils vendent aux Maures de la côte » (Archives du Ministère de la France d'outremer. Série Mauritanie IV. Dossier 2).

[36] Archives du gouvernement général de l'AOF. Dakar. Dossier 1 D 223.

[37] « Pour rassurer les tribus alarmées par ces bruits, une circulaire en langue arabe était préparée pour être répandue dans les campements. Elle devait faire connaître à tous que

Mawlay Idrîs et Shaykh Mâ al-<sup>c</sup>Aynîn avaient été officiellement désavoués par le Sultan, qui leur enjoignait de cesser les hostilités contre nous, en même temps qu'elle indiquait les réparations accordées à la France par le gouvernement chérifien à la suite du meurtre du docteur Mauchamp à Marrakech » (Rapport politique de la Mauritanie. 3ème trimestre 1907. Ministère de la France d'outremer. Mauritanie IV. Dossier 2 bis).

[38] « Il est acquis que les tribus guerrières ont reçu de Ma el Aïnin un armement perfectionné qui leur permettrait de nous opposer une résistance sérieuse, surtout si l'on tient compte des qualités guerrières de ces populations fanatisées par les marabouts. L'expérience de Niemelane a en effet montré que les Maures savent fort bien utiliser le terrain et sont loin d'être des ennemis négligeables, surtout si l'on considère qu'ils combattent dans une région dont ils connaissent les moindres accidents et où les points d'eau nous sont inconnus » (Archives du gouvernement général de l'AOF. Dakar. Dossier 1 D 224).

[39] MONTANÉ-CAPDEBOSC, colonel (1909) : « La question de la Mauritanie », *Renseignements coloniaux*, n° 5, pp. 93-99, p. 94.

[40] Le capitaine Mangin aurait dispersé ses forces en se rendant, avec un détachement réduit aux puits d'al-Muymân pour désensabler ceux-ci et en permettre l'accès aux chameaux du groupement méhariste. Le carré n'avait été aménagé que sommairement et l'enrayement de la mitrailleuse dont disposait le détachement annihila sa résistance. Le lendemain le reste du détachement, battant en retraite, mena un nouveau combat à Talmeust et éprouva à nouveau de grosses pertes.

[41] Bonte, op. cité, à paraître.

[42] Bonte, Pierre (2004a) : « La conquête coloniale de l'Adrar. Soumissions et résistances », Actes du Colloque International sur la Mauritanie de 1899 à 1999. Cent ans d'histoire, *Masadir*, Université de Nouakchott, n° 3, pp. 37-82 (en date de 2002).

[43] Des rumeurs de « guerre sainte » et du rassemblement de grands *ghazw* devant déferler sur les possessions françaises croissent ainsi tout au long de 1911. Ainsi la formation d'un *ghazi* de 300 fusils tekna et awlâd bûsba<sup>c</sup> est signalée, puis celle d'un *ghazi* des Awlâd D'laym dont l'existence semble plus plausible mais qui se réduit à une simple expédition de pillage aisément dispersée par le lieutenant Bertholomé à la tête d'une troupe de partisans le 24 décembre 1911 (Archives militaires. Vincennes. 02. Dossier AOF. Mauritanie 1. Correspondance du chef de bataillon Claudel (juillet 1909-juillet 1912).

[44] L'affaire de la canonnière SMS Panther qui mouille devant Agadir en juillet 1911 est toute proche et il faudra attendre la fin de l'année 1911 pour que l'Allemagne consente à reconnaître les « droits » français sur le Maroc, contre de substantielles contreparties en Afrique centrale. Des fournitures d'armes allemandes sont signalées à Tarfâya au Rio de Oro en 1911.

[45] Archives du Ministère de la France d'Outremer. Série Mauritanie V. Dossier 4. Lettre du Ministre des Colonies à M. le Gouverneur général de l'AOF, Paris, 28 janvier 1913.

[46] L'administration coloniale de la Mauritanie obtiendra une déclaration des principaux chefs religieux, Shaykh Sîdiyya, Shaykh Sa<sup>c</sup>ad Bû, Shaykh Sulaymân des Awlâd Daymân,

etc. condamnant l'entrée en guerre de la Turquie, principale puissance musulmane de l'époque.

[47] Il s'agit des biens qu'ils détenaient dans l'Adrar et qui seront en partie restitués lors de la soumission de Shaykh at-Tâlib al-Khyar.

[48] Archives du Ministère de la France d'Outremer. Série Mauritanie IV. Dossier 4. Situation politique en Mauritanie pendant le 3ème trimestre 1917. Gouverneur général de l'AOF. Soumission des tribus dans la Haute-Mauritanie. sd. ns.

[49] DÉSIÉ-VUILLEMIN, Geneviève (1962) : *Contribution à l'histoire de la Mauritanie 1900-1934*, Dakar, Clair Afrique.

[50] On évoque parfois un empoisonnement.

[51] Une certaine fiction d'autorité spirituelle et temporelle est cependant conservée. Ainsi, en 1926, Murabbi Rabbu nomme comme son *qâyd* pour le Sahara son cousin Muhammed Mamûn et lui remet des armes et de l'argent pour organiser les attaques contre la Mauritanie.

[52] BA, Ahmadou Mamadou (1933) : « Les tribus secondaires du Sahel mauritanien », *Bulletin de la Société de Géographie et d'Archéologie d'Oran*, n° LIV, pp. 163-182.

[53] SALVY, capitaine G. (1951) : « Les Kounta du Sud Marocain », *Travaux de l'Institut de Recherches saharien*, n° VII, pp. 161-186.

[54] DÉSIÉ-VUILLEMIN, op. cité, 1962.